



Analyse Pays – Côte d'Ivoire

Liste des abréviations

ANADER	Agence Nationale de Soutien et de Développement Rural
C2D/PARFACI	Contrat de Réduction des Dettes et de Développement (France). Projet de soutien pour relancer des filières agricoles de Côte d'Ivoire
COFENABVI	Confédération des Fédérations Nationales de Bovins – Viande
DGRA	Direction Générale des Ressources Animales
DPSP	Direction de Planification, Statistique et Programmes
ECOWAS	Communauté économique d'Afrique d'Ouest (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO))
EL	Equivalent lait
FAPAN	Fonds d'aide pour la production avicole nationale
FCFA	Franc CFA – Monnaie d'Afrique d'Ouest, 655.957 francs CFA = 1 euro
FENACOFBVI-CI	Fédération Nationale des Coopératives de la Filière de Bovins et Viande de Côte d'Ivoire
FIRCA	Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole
GDA	Groupeement de défense sanitaire
GRET	ONG internationales de développement, France
INS	Institut National de la Statistique
INTERPORCI	Interprofession porcine de Côte d'Ivoire
IPRAVI	Inter Profession Avicole Ivoirienne
IPRI	International Property Rights Index
LANADA	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole
MIPARH	Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques
MIRAH	Ministère des ressources animales et halieutiques
OIE	Office Internationale d'Epizooties
PAV-CI	Le Projet Abattoirs de volaille en Côte d'Ivoire
PIB	Produit interne brut
PNIA	Programme national d'investissement agricole
PPAAO/WAAPP	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest /West African Agricultural Productivity Program
RNA	Recensement nationale d'agriculture
SCOOP CO-PROLAIT	Société coopérative lait
UE	Union Européenne

Table des matières

1	Situation économique & Climat d'investissement dans le secteur lait et viande.....	1
1.1	Situation économique.....	1
1.2	Climat d'investissement.....	1
1.3	Marché de la viande.....	3
1.3.1	Consommation de la viande.....	3
1.3.2	Offre de marché pour la viande et les œufs.....	3
1.3.3	Production de viande.....	4
1.4	Marché des produits laitiers.....	5
1.4.1	Consommation de lait.....	5
1.4.2	Offre commerciale pour les produits laitiers.....	5
1.4.3	Production de lait.....	5
1.5	Importance du secteur de la viande et des produits laitiers.....	6
1.6	Programmes de soutien pour le secteur de la viande et des produits laitiers.....	7
2	Analyse et évaluation du potentiel du secteur de la viande.....	9
2.1	Développement de la demande de viande et des produits à base de viande.....	9
2.2	Développement de l'auto-provisionnement, importation et exportation.....	9
2.3	Evolution du prix de la viande et des produits à base de viande.....	11
2.4	Régulation du marché.....	12
2.5	Systèmes de production de la viande.....	12
2.6	Collecte des animaux d'abattage, transformation et commercialisation de la viande.....	13
3	Analyse et évaluation du potentiel du secteur des produits laitiers.....	17
3.1	Développement de la demande de produits laitiers.....	17
3.2	Développement de l'auto-provisionnement, de l'import et de l'export.....	17
3.3	Evolution des prix du lait cru et des produits laitiers.....	18
3.4	Régulation du marché.....	18
3.5	Systèmes de production des produits laitiers.....	18
3.5.1	Chaîne de valeur traditionnelle.....	18
3.5.2	Fermes modernes et semi-modernes.....	18
3.5.3	Approvisionnement en lait cru.....	18
3.6	Collecte, transformation et commercialisation du lait.....	19

3.6.1	Secteur traditionnel	19
3.6.2	Secteur moderne	19
4.	Fourniture d'équipements et technologie.....	21
4.1	Fourrages.....	21
4.2	Génétique	23
4.3	Médicaments d'usage vétérinaire	23
4.4	Equipement technique	24
5.	Qualité et sécurité des produits d'origine animale	25
5.1	Qualité de la viande et de la carcasse	25
5.2	Qualité du lait cru et des produits laitiers.....	25
5.3	Santé des animaux et sécurité alimentaire	25
6.	Disponibilité et utilisation des ressources naturelles	27
7.	Opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur de la viande et du lait	29
	Annexe 1 – Informations supplémentaires pour les investisseurs	37
	Annexe 2 – Bibliographie.....	38

Liste des tableaux

Tableau 1 : Climat d'investissement en Côte d'Ivoire (indicateurs)	2
Tableau 2 : Consommation, production et importation de la viande	3
Tableau 3 : Production d'œufs et œufs en kg par habitant	4
Tableau 4 : Production de viande provenant des ruminants et des porcs, y compris les produits comestibles issus de l'abattoir	4
Tableau 5 : Augmentation de la production nationale de viande	4
Tableau 6 : Consommation de lait en tonnes, équivalent lait (EL)	5
Tableau 7 : % Population rurale rapportée à la population totale	9
Tableau 8 : Auto-provisionnement en divers types de viande	9
Tableau 9 : Importations de viande, de lait et de fourrages concentrés, triées hiérarchiquement par quantité, 2008, quantité exprimée en kg	10
Tableau 10 : Evolution des quantités importées de viande et de sous-produits comestibles résultant de l'abattage (en tonnes) ainsi que (dernière colonne) des droits et taxes en valeur (en tonnes) %	10
Tableau 11 : Prix à l'importation en FCFA/kg (valeur déclarée) de viande et de sous-produits comestibles issus de l'abattage	11
Tableau 12 : Prix du bétail abattu et de la viande (en FCFA)	11
Tableau 13 : Prix « départ-ferme » et prix du marché des poulets de chair et des poules pondeuses (en FCFA)	12
Tableau 14 : Population d'animaux dans le pays, 2015	13
Tableau 15 : Poids des carcasses et des sous-produits comestibles issus de l'abattage	14
Tableau 16 : Nombre de bovins abattus annuellement dans les abattoirs et les abattoirs municipaux	15
Tableau 17 : Valeur de la production ivoirienne de divers produits laitiers (crème, lait écrémé, yaourts et desserts) exprimée en millions FCFA	17
Tableau 18 : Importation moyenne de produits laitiers et production de bovins locaux, exprimé en 1000 t ME	17
Tableau 19 : Prix moyen du lait à Abidjan (Epicerie et supermarché ; 2/2020)	18
Tableau 20 : Volume de lait cru entre 2012 et 2017 en tonnes	19
Tableau 21 : Importations par type de produit laitier, en tonnes de ME	20
Tableau 22 : Liste des sociétés laitières	20
Tableau 23 : Production de céréales en Côte d'Ivoire en tonnes, valeurs moyennes entre 2013 et 2017	21
Tableau 24 : Production (en 1 000 tonnes) et prix de l'huile de palme et du maïs	22
Tableau 25 : Prix des fourrages, juillet 2019	22
Tableau 26 : Liste des principaux producteurs d'aliments pour le secteur avicole	22
Tableau 27 : Potentielles opportunités d'investissement	32

Liste de figures

Figure 1: Carte de la Côte d'Ivoire.....	VI
Figure 2 : Profil IPRI de la Côte d'Ivoire.....	2

Figure 1: Carte de la Côte d'Ivoire



1 Situation économique & Climat d'investissement dans le secteur lait et viande

1.1 Situation économique

La Côte d'Ivoire, premier producteur et exportateur de fèves de cacao au monde, a connu une croissance économique remarquable depuis 2012 et est un acteur économique important dans la sous-région ouest-africaine. Depuis 2011, l'économie a progressé en moyenne de 8% par an, faisant de la Côte d'Ivoire l'un des pays à la croissance la plus rapide au monde. Cependant, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays a progressivement diminué de 10,1% en 2012 à 7,7% en 2017 et était de 7,3% en 2018. Le pays est confronté à un double défi, celui de maintenir un taux de croissance élevé et, en même temps, parvenir à un développement plus inclusif. Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté reste très élevé, soit 46,3%.

La croissance du PIB estimée à 6,9% pour 2019 est en partie due à la baisse du prix des fèves de cacao sur les marchés internationaux. Pour 2020, Germany Trade and Invest (GTAI) estime une croissance économique de 7,3% (www.gtai.de).

L'agriculture reste le moteur de la croissance économique, générant plus de 20% du PIB en 2019. L'agriculture, l'élevage et la pêche fournissent collectivement près de 46% de l'emploi total de la population active et sont la principale source de revenus pour les deux tiers des ménages. En raison des volumes élevés de précipitations enregistrés dans la plupart des régions, le potentiel agricole est très élevé. La pluviométrie annuelle moyenne est de 1 350 mm, un volume nettement supérieur à celui des pays du Sahel.

Cependant, une bonne partie de la nourriture consommée dans le pays reste importée. Des exportations du pays d'un montant de 6,6 milliards de dollars, se déduisent 2,1 milliards de dollars d'importations alimentaires (denrées alimentaires entrant et sortant du port, excluant les importations de bovins sur pied à partir du Sahel). Le niveau élevé des importations de viande et de lait est également lié à des raisons historiques et traditionnelles : les revenus du pays proviennent depuis longtemps de la culture des plantations et, en dehors de l'élevage moderne de volailles, il n'y a pas eu de programmes de soutien durable pour d'autres branches de la production agricole, qui auraient pu stimuler la production nationale. Cela explique qu'environ la même quantité de viande est importée que celle produite dans le pays. En revanche, le déficit dépasse 80% en production laitière.

1.2 Climat d'investissement

La demande croissante de produits alimentaires dans toute la région et la bonne situation économique de la Côte d'Ivoire offrent de bonnes perspectives pour les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. En tant qu'exportateur de produits agricoles de base, l'économie est très sensible aux fluctuations des prix internationaux des produits exportés et aux conditions climatiques. Le cacao, le pétrole et le café sont les principales sources de revenus d'exportation du pays. L'État entend s'impliquer davantage dans la transformation des fèves de cacao, des noix de cajou, des mangues et d'autres produits afin d'augmenter la valeur ajoutée de la production agricole nationale. En plus de l'agriculture, l'extraction de l'or et les exportations d'électricité sont des industries en croissance.

Moins d'une décennie après la fin de la guerre civile en 2011, la Côte d'Ivoire a connu un boom des investissements étrangers et de la croissance économique. Les investisseurs privés étrangers reprennent peu à peu

confiance en l'État. Si la transition politique de 2020 se déroule dans de bonnes conditions, cela augurerait de bonnes perspectives futures d'investissement dans cet État ouest-africain. L'économie du pays est plus diversifiée que celle des pays voisins.

La Côte d'Ivoire est l'un des pays les plus réformés économiquement, mais en raison de problèmes administratifs et des vulnérabilités du système juridique, elle se classe plus bas dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale (150e sur 190). Néanmoins, des progrès considérables ont été accomplis. Le Code des investissements, adopté en 2012, définit les conditions pour que les investisseurs bénéficient d'un certain nombre d'avantages dont la plupart est de nature fiscale et douanière. Il n'y a aucune différence entre les investissements nationaux et étrangers. Les bénéfices varient en fonction du lieu (<60 000 habitants), du stade et du volume de l'investissement.

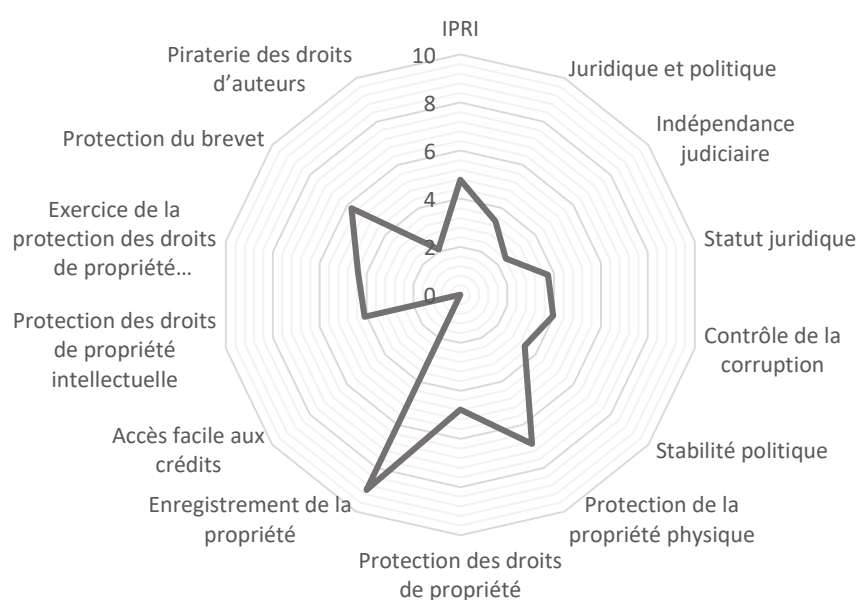
Tableau 1 : Climat d'investissement en Côte d'Ivoire (indicateurs)

Indicateurs	Position
Stabilité politique - classification (2018)	178 sur 211
Indice des droits de propriété - Classification (2019)	97 sur 129
Climat favorable aux affaires - Classification (2020)	150 sur 190

Source : PSI, IPRI, EDBI

Le rapport de synthèse de l'indice international des droits de propriété (IPRI) confirme ces appréciations. L'enregistrement des titres de propriété, les droits de propriété et la protection de la propriété matérielle sont déjà assurées à un niveau satisfaisant. En revanche, la stabilité politique et l'état de droit sont nettement moins bien notés. L'accès au crédit est également jugé très difficile.

Figure 2 : Profil IPRI de la Côte d'Ivoire



Source : IPRI - Profil de pays Côte d'Ivoire 2019.

1.3 Marché de la viande

1.3.1 Consommation de la viande

En Côte d'Ivoire est consommée la viande de bœuf, de volaille, de porc, de mouton et de chèvre. La consommation de viande a atteint 13,0 kg par personne / an en 2017, dont 4,9 kg de bœuf (2016), 4,2 kg de porc, 2,6 kg de volaille et 1,2 kg de viande ovine et chèvre (y compris les sous-produits comestibles résultant de l'abattage, « abats comestibles »). La consommation d'œufs est en 2017 de 2,5 kg (environ 50 œufs) par habitant. En 2018, la consommation d'œufs est passée à 2,7 kg par habitant et la consommation de viande de volaille à 2,8 kg. Les chiffres incluent la production locale, les importations de bovins sur pied et les importations de viande.

La demande de produits carnés augmente parallèlement aux revenus. En raison du revenu moyen plus élevé, la consommation de viande est plus élevée parmi la population urbaine que dans les zones rurales. Les tabous religieux jouent également un rôle important (selon le recensement, 42,9% de la population ivoirienne est musulmane). Abidjan est le centre économique, représentant environ la moitié du produit intérieur brut du pays. Avec 4 707 000 habitants soit 21% de la population du pays, Abidjan est le plus important marché de consommation ivoirien.

Dans les zones rurales, les populations mangent principalement du gibier, ainsi que du poisson fumé ou séché. Dans les villages, les petits oiseaux, les porcs et les ruminants sont traditionnellement élevés beaucoup plus pour la consommation personnelle que pour la vente. Le pouvoir d'achat est faible dans les zones pastorales et rurales. Le bétail est considéré comme une source de revenus financiers ainsi qu'une réserve pour couvrir les dépenses pendant les périodes difficiles.

La proportion élevée de sous-produits comestibles destinés à l'abattage est notable. Cela s'applique à la fois à l'abattage national et aux importations. Les personnes à revenus élevés sont plus susceptibles d'acheter de la viande et des produits carnés à un prix élevé, tandis que la population pauvre est plus susceptible d'acheter des tranches de viande bon marché, qui sont importées en grandes quantités et réfrigérées. Dans le cas des volailles, ces importations ont été presque complètement arrêtées. Un marché spécial est la viande de mouton consommée à l'occasion des fêtes musulmanes. Il est à noter que les peaux, têtes, pattes et queues sont également consommées. Alternativement, les peaux sont transformées en cuir. Le contenu des intestins - si disponible - est utilisé dans les usines de biogaz.

1.3.2 Offre de marché pour la viande et les œufs

La Côte d'Ivoire est un pays importateur de viande, bien que l'autosuffisance varie considérablement selon l'espèce et le produit (voir le Tableau 2).

Tableau 2 : Consommation, production et importation de la viande

En tonnes *	Production locale		Importation de viande		Importation de bétail vivant		Consommation totale	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Viande de bœuf	31 908	32 458	49 045	63 997	20 735	25 764	101 688	122 219
Viande de porc	10 190	11 457	51 743	94 081	0	0	61 933	105 538
Viande de caprins et ovins	18 735	20 419	2 634	507	9 777	9962	31 146	30 888
Viande de volailles	67 715	66 124	625		97	127	68 437	66 251
Total viande	135 560	130 458	10 4047	158 585	30 609	35 853	270 216	324 896
% Viande	50%	40%	39%	49%	11%	11%	100%	100%

Source : Service statistique/D.G.R.A/MIPARH/DPSP

* Poids de la carcasse et poids des sous-produits comestibles issus des abattoirs (abats comestibles), en tonnes.

Une forte augmentation de la consommation et des importations de viande peut être observée au cours de la période considérée. Les importations sont principalement constituées de sous-produits comestibles résultant de l'abattage. De plus, la consommation de viande de volaille a augmenté en 2018 à 71 123 tonnes. 28% des importations d'animaux vivants représentent des petits ruminants, 0,35% des oiseaux et le reste des bovins (la quantité totale en 2017 étant de 35 853 tonnes). La consommation d'œufs est couverte à 100% par la production locale et augmente avec la demande. En considérant un poids de 50 g / œuf, la consommation en 2018 est estimée à 54 œufs par habitant.

Tableau 3 : Production d'œufs et œufs en kg par habitant

	2013	2014	2016	2017	2018
Total en tonnes	57 206	58 938	60 517	63 832	66 495
Œufs, kg/habitant	2,3	2,4	2,4	2,5	2,7

Source : Service statistique/D.G.R.A/MIRAH/DPSP.

1.3.3 Production de viande

Les animaux d'élevage du pays ne couvrent la consommation actuelle de viande que dans une proportion d'environ 40 à 50%. La contribution des systèmes de production individuelle est très différente (voir tableau ci-dessous). La volaille couvre environ la moitié des besoins, le bœuf environ un quart et le reste provient de petits ruminants et de porcs.

Tableau 4 : Production de viande provenant des ruminants et des porcs, y compris les produits comestibles issus de l'abattoir

	2015 (en tonnes)	%
Bœuf	31 649	28,8%
Ovins	11 213	10,2%
Caprins	5 836	5,3%
Porcs élevés en basse-cour	4 885	4,4%
Porcs élevés en fermes spécialisées	4 706	4,3%
Total porc	9 591	8,7%
Volailles de basse-cour	18 697	17,0%
Poulets chair	28 113	25,6%
Poules pondeuses	4 820	4,4%
Total volailles	51 631	47,0%

Source : MIRAH/DPSP.

La comparaison annuelle entre 2013 et 2017 montre des augmentations significatives de la production pour toutes les espèces animales, notamment à un niveau plus élevé pour la volaille que pour la viande bovine.

Tableau 5 : Augmentation de la production nationale de viande

	Production (en tonnes)*		Fluctuation 2013-2017
	2013	2017	
Viande de bœuf	31 358	33 008	+5,3%
Viande de caprins & ovins	15 495	22 104	+42,7%
Viande de porc	8 593	11 311	+31,6%
Viande de volailles	53 226	71 123	+33,6%
Total	115 403	139 564	+20,9%

Source : Service statistique/D.G.R.A/MIPARH.

* Poids de la carcasse et poids des sous-produits comestibles issus des abattoirs (abats comestibles), en tonnes.

1.4 Marché des produits laitiers

1.4.1 Consommation de lait

À mesure que l'économie se développe, la classe moyenne en pleine croissance intègre davantage de lait et de produits laitiers dans son alimentation. À cet égard, une augmentation de la consommation de lait peut être observée. Les fluctuations de la consommation intérieure observées au fil des ans sont principalement dues à la hausse des prix à la consommation. Le faible pouvoir d'achat d'une grande partie de la population restreint l'accès à ces produits. Dans cette catégorie de population, la consommation de produits laitiers est faible et ils ne font pas partie de l'alimentation quotidienne. La consommation nationale est estimée à environ 10,7 kg / habitant / an. Le tableau suivant montre une tendance à la hausse au cours des 9 dernières années, même si elle est incohérente

Tableau 6 : Consommation de lait en tonnes, équivalent lait (EL)

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation de lait (exprimée en 1.000 tonnes)	182	246	185	242	193	213	313	255	312

Source : Service statistique/D.G.R.A/MIPARH/FAO Stat. pour les fluctuations, voir le chapitre suivant

Les produits laitiers du pays sont :

- Lait en poudre, lait concentré et lait liquide
- Beurre, fromage et dérivés (lactose, caséine)
- Crème, lait aigre, yogourt et desserts
- Glaces, sucettes et autres produits laitiers.

Les bergers du Nord du pays consomment principalement du lait cru ou fermenté. Dans le système traditionnel, les produits sont soit du lait cru, du lait aigre ou du lait liquide, qui a été pasteurisé pendant 30 minutes à 60°C. Les produits transformés sont le lait aigre, le caillé de sorgho, le yaourt, le lait concentré sucré et non sucré, le fromage beurré. Ces produits représentent plus de 95% de la consommation.

1.4.2 Offre commerciale pour les produits laitiers

En 2017, 277 000 tonnes de produits laitiers ont été importées contre 222 000 tonnes en 2016 (en EL). Ces importations représentent environ 88% de la consommation nationale d'environ 10,7 kg/habitant/an, avec des fluctuations considérables des importations (voir tableau du chapitre précédent). Selon le-MIRAH/DPSP, ces importations sont en grande partie constituées de lait en poudre, qui en valeur représentait 75% des importations de produits laitiers en 2012-2016. Il est suivi du lait condensé (8%), du beurre (5,3%) et du fromage (4,3%).

1.4.3 Production de lait

On estime que la production locale couvre 12% de la demande. Avec une consommation totale de 300 000 tonnes de lait, cela correspond à une quantité de 35 000 tonnes. Traditionnellement, le lait est plus susceptible d'être produit dans la moitié nord du pays, mais il y est plus difficile à commercialiser. On estime que seulement la moitié des troupeaux de vaches est traitée régulièrement (voir chapitre 3).

Il existe un groupe croissant d'environ 50 fermes laitières modernes et semi-modernes, avec environ 1 500 vaches de races différentes, à commencer par les races laitières élevées dans les pays du Sahel (races Azawak et Goudali avec 4 litres de lait par jour), des animaux croisés avec des races performantes (8 litres de lait par jour ou plus, selon le régime alimentaire) et des races laitières (20 litres de lait par jour). Ces fermes (semi)

modernes sont situées à proximité des villes (Abidjan, Bouaké, Toumodi et autres) et se concentrent sur la production laitière.

À ce jour, les grandes usines laitières ne sont pas disposées à collecter le lait des fermes (semi) modernes. Cependant, un secteur local dynamique se développe sur la base de la propre commercialisation du lait produit ou de la commercialisation auprès des commerçants qui collectent le lait. Cependant, les usines laitières envisageraient de collecter le lait produit localement. A titre d'exemple, Eurolait à Abidjan collecterait le lait des usines laitières voisines avec une production quotidienne de 150 litres. D'autre part, au moins 2-3 tonnes par jour doivent être obtenues pour que cette méthode de traitement soit efficace.

La tendance positive de la production laitière locale est soutenue par un bon prix du lait. Le gain est de 0,61 € (400 FCFA) par litre de lait fermier. Sur le marché en milieu urbain, 1,22 € (800 FCFA) et 1,52 € (1 000 FCFA) pour le lait d'usine en bouteille plastique ou Tetra Pack (à base de lait en poudre). Les problèmes de santé, qui ont été un obstacle dans le passé, sont atténués par l'amélioration des services vétérinaires. Certains animaux sont élevés à l'intérieur, le contact avec d'éventuels animaux porteurs de maladies est donc moindre. Les personnes travaillant dans ce domaine ont une relation particulière avec le bétail en termes d'origine familiale et ethnique, c'est-à-dire qu'il s'agit souvent de personnes ou de familles des pays du Sahel.

Le lait est collecté à la ferme par des commerçants ou la ferme assure le transport en ville (vente directe à un prix de vente de 500 FCFA à 600 FCFA le litre. Le lait des bergers peuhls du Nord est vendu en zone rurale à un prix nettement inférieur à 300 FCFA le litre (500 FCFA - 600 FCFA / litre dans les villes du nord = 0,76 - 0,91 €).

1.5 Importance du secteur de la viande et des produits laitiers

Selon les estimations de la Direction des Productions d'Elevage (DPE, 2012), 815 183 éleveurs ont des animaux (sans compter les volailles). Cela représente 6% de la communauté agricole. Pour les ruminants, les chiffres sont répartis comme suit :

- Bovins : 74 523 éleveurs, dont 58 829 hommes (79%) et 15 694 femmes (21%) ;
- Ovins : 326 116 éleveurs, dont 300 150 hommes (92%) et 26 966 femmes (8%) ;
- Caprins : 290 288 éleveurs, dont 270 305 hommes (93%) et 19 883 femmes (7%).

Pour les ménages, les troupeaux d'animaux sont souvent une source de revenus. Cette fonction d'épargne et d'assurance reste importante tant que les banques et les compagnies d'assurance sont inaccessibles à la majorité de la population. Le commerce socio-culturel, non commercial, en dehors du marché, sous forme de bétail sur pied, est un facteur d'intégration sociale. Il s'agit des liens familiaux, par exemple, le mariage ou la distribution d'animaux à différents endroits.

En plus de la production primaire, il y a des emplois dans le commerce du bétail, les marchés de bétail, le transport, les abattoirs, les bouchers et les activités d'importation. Dans la chaîne de valeur du lait, les commerçants locaux achètent du lait aux petits producteurs et l'apportent en ville. Dans la chaîne de valeur de la viande, il y a des employés dans 14 abattoirs et 48 sites de transformation de la viande, ainsi que 4 200 bouchers et détaillants de viande.

Bien que l'ampleur de la transformation dans les chaînes de valeur lait et viande soit encore relativement faible, on suppose qu'environ le même nombre de travailleurs gagnent leur revenu dans les maillons en amont et en aval de la production primaire, ainsi que dans la transformation, la commercialisation et la vente de produits laitiers d'origine animale.

Les taxes annuelles, les licences et divers documents de santé contribuent au budget de l'État ou local. La valeur de ces taxes est estimée à plusieurs milliards de FCFA. Au niveau du district d'Abidjan par exemple, les taxes suivantes sont applicables : taxe d'abattage de 3000 FCFA / tête de bétail, 700 FCFA / tête d'ovins et de caprins (4,57 € et 1,07 €) et taxes annuelles de 245000 FCFA (374 €) / grossiste (chevillard).

Avec la croissance de la population et la croissance de la classe moyenne, les aliments d'origine animale, y compris le lait et les œufs, deviennent de plus en plus importants pour l'alimentation des Ivoiriens. Malheureusement, la taille modeste des troupeaux et leur faible productivité moyenne ne permettent pas de répondre à la demande croissante par la production locale. La balance commerciale de l'État montre une baisse des devises de plus de 600 millions d'euros par an pour les importations de viande et d'abats, de poisson, de lait et de produits laitiers.

La contribution de l'élevage au PIB agricole est de 4,5%. (PSDEPA - *Plan Stratégique pour le Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture*, dans le cadre de sa SDE (*Stratégie de Développement de l'Élevage*. 2014)). La part du secteur laitier est difficile à estimer. L'élevage de volailles et de porcs a le potentiel d'un avantage comparatif en Côte d'Ivoire, car les aliments pourraient être produits localement. Actuellement, les rendements obtenus à partir du maïs et du soja sont respectivement de 2 tonnes/ha, et 1,5 tonnes/ha. Doubler ces rendements serait possible (les rendements au Brésil sont de 5 tonnes/ha et 3 tonnes/ha respectivement).

1.6 Programmes de soutien pour le secteur de la viande et des produits laitiers

Le programme national d'investissement est le cadre de référence pour le développement du secteur agricole en Côte d'Ivoire. La deuxième phase de ce programme (PNIA II - 2ème programme national d'investissement agricole), actuellement en cours, est le cadre de programmation des investissements publics et privés dans ce secteur pour la période 2018-2025.

L'innovation avec le PNIA II consiste en la mise en œuvre du concept de pôle de développement agricole intégré sur l'ensemble du territoire. Ce concept vise à adapter les mesures de développement au contexte agro-climatique et aux besoins spécifiques de la population dans chaque zone géographique. Neuf pôles de développement ont été identifiés, avec un secteur prioritaire au sein de chaque pôle. Par exemple, le secteur des ruminants à production traditionnelle de lait a été identifié comme une priorité au pôle 1 dans le nord du pays ; il comprend les régions de Poro, Hambol, Bagoué, Tchologo.

Le PNIA est divisé en stratégies sectorielles. Dans le sous-secteur de la production animale, le Plan de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PSDEPA) est l'instrument opérationnel du volet du PNIA pour les ressources animales et halieutiques. Dans sa composante SDE (Stratégie de Développement de l'Élevage), le PSDEPA œuvre, entre autres, à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité.

Ces plans et programmes sont basés sur une longue histoire d'initiatives gouvernementales visant à faire de la production animale une priorité nationale. Les projets nationaux actuels de développement des élevages avicoles et porcins soutiennent les élevages sur tout le territoire du pays. Cela comprend le Projet d'appui au secteur de la production animale en Côte d'Ivoire (PADE-CI), le Programme national d'appui à la production avicole (PAPAN), le Projet d'abattoir avicole de Côte d'Ivoire (PAV-CI) et la réhabilitation de l'élevage porcin par l'amélioration génétique (PREFIPOR). Le projet aviaire est financé par le droit de douane compensateur sur les importations.

Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) a été lancé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le financement est assuré principalement par la Banque mondiale. Les spéculations sélectionnées en Côte d'Ivoire pour l'étape 1 sont : le plantain, le maïs, le manioc, l'igname, le riz, le porc et les volailles traditionnelles.

Le principal objectif du secteur avicole est d'améliorer la production aviaire dans le cadre du Plan stratégique pour l'industrie avicole (PSRA). Les résultats obtenus font référence au projet pilote d'amélioration de l'élevage des oiseaux en Côte d'Ivoire. Le programme combine des conseils agricoles avec une campagne traditionnelle de vaccination des volailles contre la maladie de Newcastle dans la partie nord de la Côte d'Ivoire, la lutte contre la grippe aviaire hautement infectieuse (2006 et 2015) avec IPRAVI, la formation des éleveurs

de volailles et la mise en œuvre de la biosécurité. Pour les commerçants, le projet améliorera les conditions techniques et permettra un travail plus en accord avec les normes d'hygiène grâce à l'équipement approprié. PAPAN mène également des activités de création d'emplois pour les jeunes, dans les boucheries et les restaurants améliorés.

Dans le secteur des ruminants, le travail porte sur la spécialisation de tous les acteurs de la filière viande, c'est-à-dire l'alimentation, l'élevage et la santé animale. Dans le domaine de la formation / conseil, il y a une formation en gestion technique et économique pour les éleveurs ovins et caprins, une formation pour les commerçants de bétail sur la comptabilité de lots simple et l'élevage dans l'enclos du marché aux bestiaux, ainsi qu'une formation pour les bouchers aux techniques modernes de boucherie.

Les programmes de la filière porcine couvrent le renforcement d'INTERPORCI (*Interprofession Porc, Côte d'Ivoire*) et le financement de projets tels que PPAAO/WAAPP et C2D¹/PARFACI. Les objectifs sont de spécialiser le secteur, de contribuer à l'amélioration de la production et de la publicité pour l'élevage de porc. Les projets ont développé des rations alimentaires efficaces et compétitives, des programmes d'amélioration génétique des porcs, le conseil agricole, et ont relancé les groupements d'éleveurs pour la lutte contre les maladies animales (GDS - *groupement de défense sanitaire*²). La construction d'unités-pilotes de production de biogaz dans les élevages porcins, ainsi que la construction et l'équipement des magasins pour la vente de charcuteries sont également à l'actif de ces projets.

Depuis 2012, afin de réduire les importations, le gouvernement a mis en œuvre le Projet d'appui au développement de l'élevage en Côte d'Ivoire (PADECI), d'un budget total de 22 milliards FCFA (33,5 millions d'euros). Grâce à ce cadre, 112 exploitations agricoles du centre du pays sont prises en charge, ainsi que d'autres implantations dans le reste du pays.

L'offensive « Lait » de la CEDEAO vise à promouvoir la production laitière locale. Les experts du GRET ont recommandé à la CEDEAO de combiner l'augmentation du droit d'importation sur le lait en poudre avec une réduction de la TVA sur les produits laitiers afin d'encourager la production locale et de ne pas pénaliser les consommateurs. Cette mesure serait essentiellement neutre sur le plan fiscal. Elle comprend également une assistance technique pour la restructuration de la chaîne de valeur, ainsi que des mesures de promotion des produits du secteur laitier local. Un exemple est la stratégie nigériane, qui a accepté d'augmenter la collecte de lait localement produit par des usines étrangères, comme la Friesland Campina aux Pays-Bas, avec une augmentation de la part du lait local dans la production laitière de 3% à 10% en 10 ans.

Il existe des mesures de soutien et des exonérations fiscales au niveau des entreprises. Le secteur est organisé par différents comités interprofessionnels et associations, qui reçoivent une assistance (IPRAVI, INTERPORCI).

¹C2D - Debt Reduction-Development Contract - Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (AFD)

²En France, les GDS - Groupements de Défense Sanitaire - sont des associations d'éleveurs au niveau départemental. Le but est le contrôle des maladies.

2 Analyse et évaluation du potentiel du secteur de la viande

2.1 Développement de la demande de viande et des produits à base de viande

En raison de la croissance économique et démographique, la demande de viande et de produits carnés continuera de croître. Cela est dû au fait que près de 60% de la population a moins de 25 ans et que le taux de fécondité est constant d'environ 3,5 enfants/femme. Cependant, l'analphabétisme est un obstacle à la croissance. En 2018, seuls 54% des hommes et 41% des femmes savaient lire et écrire (47,2% en moyenne).³ Ce faible niveau d'instruction se traduit par des taux élevés de main-d'œuvre non qualifiée, la survenue de grossesses à l'adolescence et une prévalence non négligeable du VIH/SIDA (2,6%) en Côte d'Ivoire.

La demande de produits carnés est étroitement liée à la croissance économique. De plus, la demande de viande de la population urbaine est plus élevée. Sa part dans la population totale augmente. La demande de viande produite localement dépend dans une large mesure des prix du marché mondial et des droits d'importation. Le droit d'importation de 1 000 FCFA / kg pour la viande de poulet a été prolongé de 10 ans jusqu'à la fin de 2029. Par contre, le marché continue d'être desservi par des importations bon marché de bœuf et de sous-produits de porc comestibles provenant de l'abattage. La quantité de viande de porc produite localement pourrait être facilement accrue si le marché était mieux protégé.

Tableau 7 : % Population rurale rapportée à la population totale

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2019
Population rurale en %	52,6	52,0	53,8	51,1	50,7	49,8	49,8	49,2

Source : Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire.

2.2 Développement de l'auto-provisionnement, importation et exportation

L'auto-provisionnement est d'environ 30% pour la viande bovine, y compris les sous-produits, environ 63% pour les petits ruminants, 14% pour les porcs. Pour les volailles et les œufs, l'auto-provisionnement couvre quasiment tous les besoins.

Tableau 8 : Auto-provisionnement en divers types de viande

	2016	2017
Bœuf	31,4%	26,6%
Porc	16,5%	10,9%
Mouton & chèvre	60,2%	66,1%
Volailles	98,9%	99,8%

Source : Service statistique/D.G.R.A/MIRAH/DPSP.

³CIA World Factbook. Définition : Groupe d'âge de plus de 14 ans qui sait lire et écrire.

Les importations d'aliments pour animaux représentent un pourcentage substantiel. Les tableaux suivants présentent un fragment de toutes les importations de 2008 (triées par poids) et l'évolution des volumes d'importations (tableau 10). La liste complète est publiée sur Internet par l'administration ivoirienne.

Tableau 9 : Importations de viande, de lait et de fourrages concentrés, triées hiérarchiquement par quantité, 2008, quantité exprimée en kg

N°	Produit	Kg	N°	Produit	Kg
7	Sous-produits comestibles issus de l'abattoir	22 008 046	19	Oléagineux	7 508 691
10	Sous-produits comestibles issus du traitement dans l'abattoir du porc	18 829 388	21	Maïs	6 781 572
12	Lait concentré	13 403 098	22	Semoule de maïs	6 737 829
14	Lait en poudre	10 646 737	24	Viande de bœuf sans os	6 198 752
17	Tourteaux de coton	8 465 103	27	Viande de porc	4 885 477

Source : <https://data.gouv.ci> Le tableau complet se retrouve à l'annexe. La première colonne, N°, y fait également référence, triée hiérarchiquement en fonction de la quantité. Le maïs est utilisé pour la consommation humaine et comme aliment pour les volailles et les porcs.

Tableau 10 : Evolution des quantités importées de viande et de sous-produits comestibles résultant de l'abattage (en tonnes) ainsi que (dernière colonne) des droits et taxes en valeur (en tonnes) %

	2015	2016	2017	2018	2019	2019
Foie de veau, congelé	4 423	4 615	5 862	5 965	6 328	38%
Organes comestibles congelés, autres que la langue et le foie de bœuf	40 931	41 493	44 254	44 137	42 242	42%
Organes comestibles congelés de porc, autres que le foie	37 176	33 073	40 604	50 579	55 743	43%
Autre viande de porc congelée de la position 02.03*	19 503	19 674	16 181	13 482	11 772	43%
Organes comestibles congelés de mouton, chèvre, cheval, âne ou mule	1 211	1 570	1 813	1 735	1 451	38%
Viande de poulet et de poule, non découpée, congelée	311	146	57	157	123	153%

*Carcasses, demi-carcasses, jambon, entrecôte et autres

Sources : <https://cotedivoire.opendataforafrica.org/>.

Les tableaux 9 et 10 ci-dessus montre les importations élevées de sous-produits comestibles de l'abattage par rapport aux faibles importations de viande de poulet. Les droits de douane sur les marchandises en dehors de la Communauté de l'Afrique de l'Ouest varient entre 0% et 35% selon les produits. De plus, le taux de TVA de 18% et certaines taxes peu élevées sont applicables. Le processus de dédouanement prend 7 jours.

Les importations dépendent des droits de douane, des prix du marché mondial, des prix des aliments pour animaux et du potentiel de production locale. Si la viande de volaille est protégée par une taxe élevée, celle-ci ne s'applique pas aux autres types de viande (voir le chapitre sur les droits de douane). Dans le cas du porc, la production pourrait augmenter rapidement en raison du taux de reproduction élevé.

Tableau 11 : Prix à l'importation en FCFA/kg (valeur déclarée) de viande et de sous-produits comestibles issus de l'abattage

	2015	2016	2017	2018	2019
Foie de veau, congelé	471	382	475	417	431
Organes comestibles, autres qu'à la langue et le foie de bœuf, congelés	514	448	436	467	473
Organes comestibles de porc, autres que le foie, congelés	393	347	363	349	337
Autre viande de porc congelée de la position 02.03*	412	363	398	357	344
Organes comestibles congelés de mouton, chèvre, cheval, âne ou mule	433	374	382	403	408
Viande de poulet et de poule, non découpée, congelée	1 172	1 252	1 070	845	858

* Carcasses, demi-carcasses, jambon, entrecôte et autres

Source : <https://cotedivoire.opendataforafrica.org/>.

Il existe un potentiel d'auto-provisionnement accru, mais cela nécessite l'introduction supplémentaire d'innovations agricoles et de « meilleures pratiques ». Les rendements agricoles peuvent être augmentés dans de nombreuses régions, ce qui profite directement ou indirectement à l'élevage grâce à des intrants alimentaires moins chers et à davantage de sous-produits agricoles et agro-industriels. Cependant, renforcer la production locale nécessite une protection contre les importations bon marché.

2.3 Evolution du prix de la viande et des produits à base de viande

Les prix évoluent en fonction du taux d'inflation, du niveau des prix du marché mondial et des coûts. Dans le cas de la modernisation d'abattoir, des taxes plus élevées sont applicables, ce qui affecte également le prix de la viande. À Abidjan, les frais d'abattage post-modernisation applicables sont de 22 000 FCFA (34 €)/bovins et 5 000 FCFA (8 €)/ovins ou caprins. En outre, la taxe de 5 000 FCFA (8 €) ou 700 FCFA (1,07 €) pour les petits bovins et les ruminants s'appliquera également. Pour éviter ces coûts, les petits ruminants sont souvent abattus en dehors de l'abattoir. Du fait de la modernisation de l'abattoir d'Abidjan et de l'augmentation des taxes associées, le prix de la viande bovine a augmenté d'environ 150 FCFA/kg. A Abidjan, la viande bovine de haute qualité coûte 3 750 FCFA/kg. Le prix du porc peut varier entre 1 350 FCFA / kg et 3 500 FCFA/kg. A Abidjan, il n'y a qu'un seul abattoir pour les ruminants et un pour les porcs.

À Abidjan, le bœuf ou le porc importé ne coûte que la moitié de la valeur des produits locaux (voir <https://atre.ci/accueil>). Pour les prix de la volaille (voir la boutique en ligne <http://foani.ci/boutique>) : les poulets de chair de 1,1 kg coûtent 2 100 FCFA, les poulets de chair de 1,25 kg coûtent 2 300 FCFA, et les poules pondeuses de 1,45 kg coûtent 2 800 FCFA (en 2020).

Tableau 12 : Prix du bétail abattu et de la viande (en FCFA)

	Viande de bœuf	Viande de poulet chair	Viande de mouton / chèvre	Viande de porc
Prix à la ferme par animal	200 000	1 800/tête d'animal	60 000	110 000
Prix en gros (à l'abattoir)	250 000	2 200/tête d'animal	70 000	
Prix de la viande avec os, kg	2 300	1 900	2 800	1 500 - 3 300*
Prix de la viande désossée, kg	2 750		3 000	

*1 500 FCFA côtelette d'importation, 3.300 FCFA côtelette produit local. Toutes les autres valeurs concernent la production locale.

Source : Sondages propres.

Le prix moyen à la ferme du poulet de chair se situe entre 1 800 FCFA et 2 500 FCFA (2,00 € - 3,82 €) (hors TVA 18%) en dehors des périodes de Pâques, Noël et Ramadan, lorsque la demande est forte. Pendant ces périodes, le prix départ ferme peut varier de 3 000 FCFA à 5 000 FCFA. Il en va de même pour les œufs de consommation. Une boîte de 30 œufs coûte normalement environ 2 100 FCFA « départ-fermes » et environ 2 500 FCFA sur le marché, selon la taille des œufs, qui sont classés comme grands - moyens - petits.

Tableau 13 : Prix « départ-ferme » et prix du marché des poulets de chair et des poules pondeuses (en FCFA)

	Départ-ferme		Marché		Poids
	min.	max.	min.	max.	kg
Poulet chair	1 800	2 500	2 500	3 000	1.3 – 1.7
Poule pondeuse	3 000	3 500	3 000	3 500	1.8 – 2.0

Source : Netherlands Enterprise Agency.

2.4 Régulation du marché

Il n'y a pas de quotas d'importation. Dans le cas des droits de douane, une distinction doit être faite entre les Etats-membre de la CEDEAO et les autres. Le taux de droit de douane applicable aux importations en provenance de l'extérieur de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est de 35% plus une taxe de 1 000 FCFA / kg de poulet. Cependant, cette redevance est plus faible (de 20 FCFA) pour le porc et les sous-produits comestibles (organes) de la viande bovine. Les importations de ces sous-produits ont considérablement augmenté depuis 2010. Ces dernières années, les produits du porc ont dépassé les produits du bœuf en termes de quantité. Les quantités de viande bovine et porcine dépassent déjà les 100 millions de kg, soit environ 4 kg par habitant.

La filière avicole ivoirienne sera soutenue pendant les dix prochaines années par le Fonds national d'aide à la production avicole (Fapan - le Fonds d'aide à la production avicole nationale). Au début de l'année, le Conseil des ministres a prolongé de dix ans l'application du droit compensateur aux importations de viande de volaille et d'abats comestibles frais, réfrigérés ou congelés, à partir du 1er janvier 2020. La taxe compensatrice devait être supprimée le 31 décembre 2019.

2.5 Systèmes de production de la viande

L'élevage avicole moderne s'est développé continuellement. Une des principales raisons de ce développement est l'application des droits d'importation élevés. La production porcine, qui devrait concurrencer les importations bon marché, souffre de taux de douane faibles

Le même constat est valable pour le bœuf. Cependant, comme la plupart des bovins sont élevés dans les pâturages et les champs, l'élevage du bétail ivoirien utilise les ressources fourragères naturelles du pays et dépend moins de l'achat d'aliments. D'un autre côté, les terres arables se développent et les pâturages diminuent. L'élevage traditionnel de porcs et de volailles est également un système à faibles intrants et à faible rendement.

Le cheptel d'animaux vivants est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Population d'animaux dans le pays, 2015

Espèce animale	2015
Bovins	1 611 494
Ovins	1 755 773
Caprins	1 422 973
Porcins élevés traditionnellement	289 528
Porcins élevés par des moyens modernes	100 205
Total porcins	389 733
Volailles élevées traditionnellement	27 097 844
Poulet race chair	26 030 444
Poules pondeuses	4 333 796
Total poulets et poules	57 462 084

Sources : MIRAH/DPSP /FAOStat.

Les troupeaux de bovins sont principalement élevés dans les régions du nord et du centre-ouest, les troupeaux de moutons et de chèvres sont principalement élevés dans le centre et l'est du pays. 20% à 25% de la population porcine sont gardés dans des étables modernes, tandis que la majorité est gardée traditionnellement. On peut estimer à 10 têtes par espèce le nombre d'animaux par propriétaire (bovins, ovins, caprins, porcs traditionnellement élevés), bien qu'il existe des troupeaux de bovins traditionnellement élevés de tailles plus importantes, ainsi que des troupeaux d'ovins plus importants. Les élevages modernes de porcs ont en moyenne environ 100 animaux, les élevages de volailles environ 1 000 animaux (150 à 5 000 animaux) (Source : Tra Bi Tra, Golly). Une étude de la FAO (2008) présente la répartition suivante pour les élevages de poulets chair. Les exploitations ayant jusqu'à 1 000 têtes de poulets constituent 70% du total ; les exploitations ayant entre 1 000 et 4 000 têtes de poulets représentent 23% du total, les exploitations disposant de 4 000 à 10 000 têtes représentent 5% du total et les exploitations avec plus de 10 000 têtes 2% du total. L'élevage traditionnel de porcs et de volailles se fait dans plusieurs régions du pays, y compris le nord. Par contre, des systèmes d'élevage plus modernes sont concentrés à proximité des grandes villes, en particulier à proximité d'Abidjan.

Une enquête de 2006 a révélé que 80% de la production de volailles moderne se trouve à proximité de la ville d'Abidjan. La proportion était la même pour les élevages porcins modernes, avec près de 1 500 exploitations possédant 100 000 porcs, soit 80% des exploitations modernes existantes en 1996.

2.6 Collecte des animaux d'abattage, transformation et commercialisation de la viande

Les animaux vendus en Côte d'Ivoire proviennent de deux sources :

- La production nationale
- Les importations de bovins du Mali, du Burkina Faso et, dans une moindre mesure, du Niger.

Les trains et les camions sont les principaux moyens de transport des animaux de la ferme vers les centres commerciaux. Cependant, certains animaux transhumants sont transportés vers les marchés nationaux. Abidjan reste la principale destination. Des villes comme San Pedro, Bouaké, Daloa et Yamoussoukro ont également une très forte demande. A Abidjan, à côté de l'abattoir de Port-Bouet, il y a des parcs d'alimentation, qui servent également d'entrepôts intermédiaires pour réguler l'approvisionnement du marché.

La Côte d'Ivoire est le principal marché d'exportation du bétail du Burkina Faso et du Mali. Cependant, le gouvernement ivoirien a interdit la « transhumance à des fins commerciales » dans le pays, c'est-à-dire le transport de bœuf à pied pour la vente directe ou la vente aux marchands de viande ou aux bouchers (Loi

n ° 2016-413 relative à la transhumance et aux mouvements de bétail en juin 2016). Cette mesure impacte directement les bouviers au Burkina Faso et au Mali, ainsi que d'autres acteurs du secteur traditionnel. Par conséquent, le transport doit être effectué par camion ou train.

Le transport par camion (70% des importations d'animaux) est le mode le plus répandu, suivi du transport à pied (20%) et en train (10%). Les conditions de transport sont généralement inadéquates. Actuellement, 35 à 40 bovins sont transportés par camion ou près de 200 petits ruminants (ovins et caprins). Dans le cas du transport par train, 40 bovins ou 250 à 300 petits ruminants sont généralement chargés dans un wagon. Les camions ne sont pas adaptés à ce transport de marchandises (ce ne sont pas des camions destinés spécifiquement au transport d'animaux) et, en général, les conducteurs ne sont pas formés au transport d'animaux. Les moyens de transport ne répondent pas du tout aux normes internationales d'hygiène et de bien-être animal. L'absence de législation efficace contribue à cette situation.

En Côte d'Ivoire, la plupart des marchés de bétail sont concentrés dans la partie nord du pays. Dans le secteur de l'élevage, il n'y a pas de marché de gros proprement dit, qui pourrait servir de référence pour la fixation des prix. Les prix du bétail et de la viande sont généralement fixés entre éleveurs et commerçants, ainsi que sur les marchés aux bestiaux à proximité des grands centres urbains (à proximité de l'abattoir).

Les marchés de bétail sont en grande partie gérés par les municipalités. Cependant, de nombreux opérateurs informels contribuent au fonctionnement des marchés et des abattoirs, comme la manutention, le nettoyage et le transport de la viande fraîche des abattoirs aux marchés de détail et de restauration. Hormis Abidjan et quelques autres villes, il y a peu d'abattoirs.

Les marchés comprennent des structures telles que des étables à bétail, des couloirs de sécurité, des fronts d'abreuvement et des abattoirs, ainsi que des services d'élimination des déchets et d'entretien. Les communes prélèvent des taxes pour financer l'exploitation et l'entretien des magasins. Les installations et équipements des marchés municipaux sont souvent en mauvais état. En raison de ressources limitées pour la maintenance et le développement continu, ils ne sont pas mis aux normes actuelles en matière de santé et de bien-être des animaux. Après l'abattage, les quantités suivantes sont obtenues.

Tableau 15 : Poids des carcasses et des sous-produits comestibles issus de l'abattage

	LG (kg)	Éviscération (%)	SG (kg)	% sous-produits	Kg sous-produits
Bovins	190	57	108	30	57
Ovins	25	62	15,50	25	6,25
Caprins	15	62	9,30	25	3,75
Porcins élevés traditionnellement	54	75	41		

Explication : LG – poids animal vivant, SG – poids de la carcasse, trad. - race traditionnelle de porcs élevés localement

Source : FAO, 2017. Teye et al.

L'abattage des animaux et la vente en gros de viande sont effectués par des grossistes. Les bouchers ou les grossistes s'occupent de l'abattage des animaux et de la vente au détail des abattoirs. Les bouchers, qui font du commerce de détail, vendent de la viande ou des produits carnés directement aux consommateurs. Il n'y a pas de marché pour les sous-produits non comestibles autres que le sang, qui est rarement utilisé comme nourriture pour les poulets, mais pas pour la consommation humaine. Avec les petits magasins traditionnels, ces bouchers dominent largement les ventes aux consommateurs. Cependant, avec les boucheries modernes et les supermarchés qui ont des chambres froides, de nouvelles formes de distribution émergent.

Selon un rapport de 2012, il y a cinq abattoirs à Abidjan (c'est-à-dire avant la modernisation du grand abattoir de Port-Bouet), 14 abattoirs dans les centres régionaux (animaux et volailles), 300 unités rudimentaires d'abattage, 48 unités de transformation (lait, viande, etc.) et 4 200 détaillants (bouchers, magasins, restaurants, etc.). 500 femmes travaillent dans le commerce du porc, dont certaines sont organisées en coopératives (quatre à Abidjan).

Il n'y a qu'un seul abattoir moderne de bétail en Côte d'Ivoire : l'abattoir de Port-Bouet à Abidjan. L'abattoir de Port-Bouet/Abidjan a bénéficié d'un investissement de plus de 17 milliards FCFA (26 millions d'euros), dotant l'entreprise d'infrastructures et d'équipements modernes. A Abidjan-Yopougon se trouve le seul abattoir de porcs (entreprise privée). Les projets d'investissement suivants sont prévus :

- Construction de l'abattoir Abidjan-Ayamana ;
- Construction du « port terrestre » de Ferkessédougou (centre d'abattage/complexe d'abattoirs)
- Projet de construction de sept (07) abattoirs de volaille

Tableau 16 : Nombre de bovins abattus annuellement dans les abattoirs et les abattoirs municipaux

Abidjan	Bouaké	Yamoussoukro, Man, Korhogo, Daloa	Autres villes*
165 000	35 000	5 000 – 12 000	1 500 - 5 000

Source : Gnanji Adjo (2017).

*Il s'agit de vingt petits centres urbains. D'autres, encore plus petits, ne figurent pas dans le tableau.

Les municipalités gèrent l'infrastructure des centres d'abattage / abattoirs. Les taxes perçues sur les services d'abattage sont utilisées, dans une très faible mesure, pour l'entretien et l'exploitation des abattoirs. Cela entraîne la dégradation de toutes les infrastructures.

Il existe deux grands abattoirs de volaille en Côte d'Ivoire :

- Coqivoire (Groupe SIPRA) à Abidjan : capacité 2 500 oiseaux / heure
- L'abattoir de la société Foani d'Agnibilekrou

La transformation de la viande fait principalement référence au processus de découpe pour préparer la viande à la consommation. Certaines entreprises opèrent au niveau de la transformation secondaire et tertiaire. Ce sont (a) GID : saucisses, jambon, viande hachée. (b) SICS : saucisses, jambon. (c) COQIVOIRE : saucisses, jambon, viande hachée. (d) SITA-SARL : société du secteur alimentaire ivoirien.

Les plus grandes coopératives de vente commandent des porcs dans les fermes (en raison de la peste porcine africaine, selon la photo envoyée via WhatsApp), organisent le transport et l'abattage ou la commande des importateurs. À Abidjan, il existe 4 coopératives dans ce domaine, toutes gérées par des femmes (l'exemple du point de vente Gaby à Yopougon, géré par la Coopérative Grâce Divine, l'un des principaux acteurs de la filière porcine ivoirienne moderne). La livraison a lieu par contact personnel avec les fabricants.

Les grands abattoirs de volaille répondent aux normes internationales, par exemple Coqivoire, qui possède :

- Une ligne de suspension avec équipement approprié,
- Des zones d'électroanesthésie, de saignement, de brûlure, de plumaison, d'ablation de la tête et de la jambe avec un équipement approprié,
- Eviscération, lavage interne et externe, tests de pénétration, préparation.

Les circuits de commercialisation des produits carnés se font au travers de son propre centre de distribution, qui approvisionne les grandes chaînes (Carrefour, KFC, Abidjan Mall, Sococé) et tous les autres supermarchés.

Il existe très peu de bouchers modernes qui utilisent des normes techniques appropriées. La plupart des bouchers sont traditionnels, à Abidjan environ 85%, 10% sont améliorés et 5% sont modernes. Dans le reste du pays, cependant, la boucherie traditionnelle prédomine à presque 100%.

Certains restaurants, qui bénéficient d'un certain statut, sont directement intégrés dans la chaîne de valeur. Leur part de marché est d'environ 2%. Le reste est fourni par des grossistes et des détaillants.

Pendant longtemps, le principal objectif du gouvernement a été la construction d'unités, de structures de transformation et de distribution de viande dans les grands centres urbains. Dans ce contexte, la DCGTx (Direction centrale des grands travaux) a élaboré en 1988 un « Plan général des abattoirs et de la vente de

bétail et de viande ». Ce programme a fait l'objet d'une série d'études techniques qui ont conduit à l'élaboration d'avant-projets pour certains centres urbains (1996), comme décrit ci-dessous.

- **Projet de marché bovin / abattoir de Bouaké (DCGTx, 1995)**
C'est un abattoir avec les caractéristiques suivantes :
 - 48 hectares, dont 5 hectares sont réservés à l'abattoir et aux pâturages ;
 - La capacité d'abattage au départ était de 140 à 180 bovins et de 25 à 30 petits ruminants par jour ;
 - Capacité d'abattage à moyen et long terme de 250 voire 300 bovins et 30 à 40 ovins / caprins par jour. Ce projet de 2,6 milliards de FCFA a été discuté avec la Banque mondiale. La banque s'est retirée du financement en raison de litiges fonciers.
- **Projet de marché bovin / abattoir de Korhogo (DCGTx, 1995)**
C'est un abattoir avec les caractéristiques suivantes :
 - 25 hectares de terrain pour les bâtiments et les infrastructures. Capacité du marché 250 - 260 bovins et 200 - 210 ovins / caprins par jour ; Capacité d'abattage 125-130 bovins et 150-155 ovins / caprins par jour.
- **Le projet de marché de bovins / abattoir de Daloa (BNETD, 1999)**
C'est un abattoir avec les caractéristiques suivantes :
 - 60 hectares de terrain, dont environ 20 pour les bâtiments et 40 pour les pâturages ;
 - Capacité du marché 150-160 bovins et 100-110 ovins / caprins par jour ;
 - Capacité d'abattage initiale de 100 à 110 bovins et 70 à 80 ovins / caprins par jour.

Un communiqué récent du ministère suggère d'investir dans des abattoirs dans les villes suivantes, avec des abattoirs à privatiser : Yamoussoukro, Bouaké, Daloa, Korhogo, Abengourou et San Pedro. Le volume total des investissements est estimé à 16 690 millions FCFA / 25,4 millions €/33,4 millions USD (1 USD = 500 FCFA), voir « Fiches Projets PPP », juillet 2017, Ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

3 Analyse et évaluation du potentiel du secteur des produits laitiers

3.1 Développement de la demande de produits laitiers

Avec la croissance de la population et l'émergence d'une classe moyenne considérable, les aliments d'origine animale, y compris le lait, occupent une place de plus en plus importante dans l'alimentation des Ivoiriens. Le tableau suivant, qui comprend certains produits laitiers, met en évidence cette tendance.

Tableau 17: Valeur de la production ivoirienne de divers produits laitiers (crème, lait écrémé, yaourts et desserts) exprimée en millions FCFA

	2013	2014	2015	2016
Secteur formel	23 086	24 566	26 942	28 795
Secteur informel	8 847	8 948	9 621	10 606
Total	31933	33 514	36 563	39 401

Source INS/Direction de la Comptabilité Nationale/Base des entreprises non financières.

3.2 Développement de l'auto-provisionnement, de l'import et de l'export

Dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, les importations de lait en poudre alimentent des marchés de consommation urbains en croissance rapide. Ces importations proviennent d'Europe, des États-Unis et de Nouvelle-Zélande. La Côte d'Ivoire importe plus de 80% de sa consommation de lait. La part des importations de lait et de produits laitiers a été en moyenne de 86% au cours des cinq dernières années, avec des valeurs maximales allant jusqu'à 90%, comme en 2015. Les fluctuations des valeurs annuelles sont importantes. Le lait en poudre est ensuite reconstitué et le lait ainsi obtenu est transformé localement en divers produits laitiers. Les familles achètent également du lait en poudre directement.

Tableau 18 : Importation moyenne de produits laitiers et production de bovins locaux, exprimé en 1000 t ME

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Importation	242	193	180	313	222	279
Lait cru produit local	31	31	33	32	33	33

Source : MIRAH/DPSP /DGRA, FAOStat.

La CEDEAO a lancé une offensive au niveau régional pour promouvoir la production laitière locale. Afin de développer cette initiative, il est nécessaire d'augmenter les tarifs d'importation et de promouvoir la production laitière locale en exonérant la TVA sur les produits de ce sous-secteur. La productivité des élevages de bovins laitiers montre que la demande croissante pourrait être satisfaite à moyen et long terme par la production locale. La surveillance sanitaire et vétérinaire est importante. À ce jour, il existe environ 50 fermes laitières modernes, dont certaines possèdent également des zones de pâturage.

3.3 Evolution des prix du lait cru et des produits laitiers

En élevage traditionnel, le prix de vente du litre de lait varie de 300 FCFA à 600 FCFA selon les villes (Korhogo, Abengourou, Yamoussoukro et San-Pedro). Dans les exploitations agricoles modernes, les prix moyens à la production se situent entre 300 FCFA et 600 FCFA. Le prix moyen d'un litre de lait local chez les vendeurs d'Abidjan est de 800 FCFA - 1 000 FCFA. Le lait écrémé en poudre européen mélangé avec des matières grasses provenant d'huile de palme est vendu à un prix qui est 30% inférieur à celui du lait entier en poudre. Entre 2018 et 2020, il n'y a pas eu de changement de prix. Si l'on achète une caisse de 1,8 kg à 6 950 FCFA, un litre de lait atteint environ 600 FCFA (voir la boutique en ligne : <https://atre.ci/accueil>) En grandes quantités (sac de 25 kg), le prix du litre de lait est compris entre 250 FCFA et 500 FCFA, selon la situation du marché mondial et le niveau de l'approvisionnement.

Tableau 19 : Prix moyen du lait à Abidjan (Epicierie et supermarché ; 2/2020)

Produit	Prix (FCFA)
Lait en poudre, 400 g en boîte de métal	1 900 - 2 750
Lait en bouteille de plastique (1 litre)	900 – 1 200

3.4 Régulation du marché

Selon le tarif extérieur commun de la CEDEAO, la taxe sur le lait en poudre est de 5%. Par contre, au Kenya les tarifs augmentent jusqu'à 60%. Au niveau de la CEDEAO, des droits de douane de 5% s'appliquent aux sacs de lait en poudre de 25 kg ou aux sacs de plus de 25 kg de lait écrémé en poudre mélangé à de la matière grasse végétale.

3.5 Systèmes de production des produits laitiers

3.5.1 Chaîne de valeur traditionnelle

La production laitière provient de l'élevage traditionnel et légèrement amélioré dans les villages et les zones périurbaines. Ces exploitations sont souvent situées à proximité des centres urbains (Korhogo, Ferkessédougou, Odienné, Daloa, Abengourou, Bouaké, Gagnoa, Yamoussoukro, Abengourou et Abidjan) et dans le nord du pays, où 70% du bétail est élevé. Les troupeaux appartiennent à la population locale et aux bergers peuhls (maliens, guinéens). La traite n'est effectuée qu'une fois par jour le matin par les bergers peuhls. Certains éleveurs possèdent certains animaux F1 (par exemple Ndama X Abundance) issus de programmes gouvernementaux. D'autres utilisent des génisses vendues par des fermes modernes. Les bergers, les femmes peuhls, les ramasseurs de lait et les petits producteurs d'aliments à base de lait vendent du lait dans les points de vente des villages, des quartiers de la ville, des arrêts de bus, dans les kiosques, cafés, bars, restaurants, écoles et lieux publics. Certains de ces opérateurs pourraient se développer et se spécialiser grâce à un programme d'accompagnement.

3.5.2 Fermes modernes et semi-modernes

Ces fermes sont situées à proximité des régions métropolitaines du centre et du sud. Leur nombre est limité (environ 50). Les fermes ont des pâturages artificiels, des abris et des enclos. Le rendement laitier par vache dépasse souvent 5 litres/vache/jour. Les animaux sont des croisements entre races locales et importées. Les fermes vendent individuellement ou les commerçants collectent le lait. Ces fermes pourraient s'agrandir et se spécialiser à travers un programme de développement.

3.5.3 Approvisionnement en lait cru

Selon FAOStat, le volume de lait cru est d'environ 30 000 tonnes par an, c'est-à-dire qu'environ la moitié seulement des vaches sont traites (voir tableau ci-dessous). Le tableau montre que seuls 108 litres de lait par vache / an sont traités (166 litres par lactation à un taux de vêlage de 65%).

Tableau 20 : Volume de lait cru entre 2012 et 2017 en tonnes

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Tonnes	31 358	31 395	33 350	31 908	32 458	33 019
Vaches				531 793	540 965	550 310
Vaches traites				295 000	305 000	305 000
Population totale de bovins				1 592 112	1 649 289	1 656 100

Source : FAOStat, MIRAH /DPSP.

3.6 Collecte, transformation et commercialisation du lait

3.6.1 Secteur traditionnel

Dans le secteur traditionnel, la collecte, la transformation et la commercialisation du lait ne peuvent être séparées, car elles sont en partie assurées par le même opérateur. Le type de distribution de lait et de produits laitiers le plus courant dans les régions du nord et du centre est le système informel traditionnel. Cela se fait en vendant du bétail aux consommateurs. La plupart des ventes sont organisées par des femmes peuhles. Le lait est vendu soit directement, soit via des points de vente à d'autres femmes ou commerçants, qui le revendent dans les zones urbaines. La vente aux consommateurs a lieu soit sur le marché, soit dans les magasins de produits laitiers et de crème glacée, dans les kiosques, cafés-bars ou restaurants.

Un deuxième type de distribution est la vente de rue. Ces opérateurs travaillent avec le lait d'un ou plusieurs producteurs, relativement éloignés des villes, le distribuent à vélo et, moins souvent, à moto, aux clients abonnés. C'est la méthode la plus couramment utilisée par les éleveurs de bovins à Korhogo et Bouaké.

Le nombre de personnes impliquées dans ce type de vente est important. Cela signifie que la demande est couverte partout où les clients peuvent se trouver. Les collecteurs et commerçants de lait jouent un rôle clé dans le fonctionnement du secteur laitier local. Le cycle informel comprend la plupart des ventes de lait et de produits laitiers produits localement.

3.6.2 Secteur moderne

Le secteur moderne fonctionne sur la base de produits importés. La plupart des importations sont constituées de lait en poudre, qui représente 75% des importations entre 2012 et 2016. Il est suivi du lait concentré (8%), du beurre (5,3%) et du fromage (4,3%). Les importations fluctuent en fonction de la demande intérieure, c'est-à-dire en fonction de la situation économique.

Le lait en poudre importé est principalement utilisé comme matière première dans les usines laitières, à partir desquelles différents types de produits laitiers sont fabriqués. Le secteur informel utilise également du lait en poudre importé pour fabriquer des produits laitiers.

Les statistiques officielles disponibles n'incluent pas d'informations sur les entreprises importatrices de lait. Cependant, il existe des statistiques sur différents produits laitiers.

Tableau 21 : Importations par type de produit laitier, en tonnes de ME

Année	Autre type de lait	Beurre	Fromage	Lactosérum	Lait condensé non sucré	Lait condensé sucré
2015	9 197	13 985	9 334	2 878	5 966	52
2016	10 108	15 529	8 590	2 301	4 465	215
Année	Lait en poudre	Lait UHT	Graisse liquide du lait	Yaourt, crème		TOTAL
2015	269 723	746	377	382		312 641
2016	173 536	-	6 640	701		222 086

Source : MIRAH/SICOSAV (Service d'Inspection et de Contrôle Sanitaires et Vétérinaires en frontières).

La gamme de produits d'une usine laitière typique comprend : lait reconstitué, lait écrémé (contient environ 1,5% de matière grasse), yaourt, beurre, fromage, lait en poudre. Les autres produits sont le fromage de vache, la crème, "tomme" local (type de fromage) appelée «de Bingé», les desserts.

Tableau 22 : Liste des sociétés laitières

N°	Société	Produits	Marques commerciales
01	EUROLAIT	Yaourt à la semoule, plat de l'Afrique d'Ouest	Yoplait
		Lait UHT	Candia
02	FAN MILK	Glace	Viking STAR
		Lait à boire	Vanille
		Yaourt à boire	Fanyogo
03	FRIESLAND CAMPINA IVORY COST SA	Lait condensé sucré	Pearl
		Lait condensé non sucré	Bonnet rouge Bonnet bleu Pearl
04	Fromagerie Bel Côte d'Ivoire	Fromage	La vache qui rit
05	MICRODIS	Lait en poudre	OK lait Top lait
06	NESTLE CI	Lait en poudre	NIDO
07	SAPLED	Glace	Magic Popito
		Gruyère	Princesse
08	STD-M-CI	Lait en poudre à émulsifiant	Laity
09	Délice SARL	Glace	Du père Noel

Source : Liste des sociétés avec des produits certifiés conformément à CODINORM 31/12/2019.

Dans le système moderne, le camion frigorifique est utilisé pour approvisionner de vastes zones du pays en produits frais. Les unités de transformation, qui travaillent avec du lait en poudre importé, disposent d'entrepôts pour stocker les matières premières.

4. Fourniture d'équipements et technologie

4.1 Fourrages

Les sous-produits agro-industriels sont soit achetés sur différents marchés, soit directement auprès du producteur (Grands Moulins d'Abidjan, SOLIBRA, transformation du coton, usine de canne à sucre). Les unités de transformation du coton, du soja, du maïs et de la canne à sucre sont situées dans les zones agricoles du nord et du centre.

Les principaux sous-produits agro-industriels pour l'élevage sont :

- Graines de coton, dont la quantité est passée de 131 146 tonnes en 2011-2012 à 155 105 tonnes en 2012-2013.
- Le maïs est produit à l'échelle nationale en une quantité d'environ 700 000 tonnes, l'un des sous-produits étant le son de maïs.
- 155 000 tonnes d'arachides sont produites au niveau national, des plantes (foin) et des coques sont disponibles comme sous-produits dans les régions du nord, du centre et de l'ouest.
- Les tourteaux de palmiste et de coprah, la noix de coco et le son de blé sont produits par divers moulins industriels dans les régions du sud du pays, avec une augmentation de capacité des issues de meunerie.
- La farine basse et les sons de riz conditionnés sont disponibles en sacs de 50 kg à 100 kg.
- Les résidus de ménagers composés par les épluchures de manioc, de patate, de peaux d'igname, les céréales (le mil, le maïs et le sorgho), les fanes d'arachide, les pailles de riz ;
- Les drêches de brasserie, ainsi que les drêches issues de la production de bière de millet produits localement, la farine de poisson et la mélasse de canne à sucre.

Le besoin d'importations céréalières en 2019 est estimé à 2,1 millions de tonnes, ce qui correspond aux 2/3 d'environ 3,2 millions de tonnes de céréales produites localement. L'augmentation de la demande de céréales est due à la demande de consommation humaine et d'aliments pour animaux (principalement pour le secteur de la volaille). Le tableau suivant présente un résumé de la production céréalière en Côte d'Ivoire au cours de la période 2013 - 2018.

Tableau 23 : Production de céréales en Côte d'Ivoire en tonnes, valeurs moyennes entre 2013 et 2017

	2013-2017	2017	2018	% de la production totale de céréales
Riz (non décortiqué)	2 063 000	2 119 000	2 007 000	62%
Maïs	802 000	1 025 000	1 055 000	33%
Sorgho	55 000	63 000	66 000	2%
Autres	73 000	82 000	87 000	3%
Total	2 993 000	3 289 000	3 215 000	

Source : FAO (<http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=CIV>).

Par rapport à d'autres pays, le prix de vente du maïs en Côte d'Ivoire est bas. 30% du maïs est destiné à la consommation humaine. Cependant, le tableau ci-dessous montre également que la production locale est

très faible et insuffisante pour la demande de consommation humaine comme aliment. Les rendements par hectare sont encore faibles et pourraient être doublés par l'introduction de technologies de production modernes.

Tableau 24 : Production (en 1 000 tonnes) et prix de l'huile de palme et du maïs

	2005	2006	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Huile de palme en 1 000 tonnes	236	297	302	371	360	371	418	392	420
Prix en FCFA/kg	305	305	395	390	393	433	413	453	469
Maïs en 1 000 tonnes	640	639	630	637	642	622	655	849	961
Prix en FCFA/kg	237	237	276	281	296	317	324	331	318

Source : INS, ANADER, DSDI.

Les prix des aliments pour animaux diffèrent selon la stratégie des différents producteurs de fourrages. Le principal facteur influençant le prix est le coût de l'aliment de base, qui varie d'un producteur à l'autre. En outre, la formule peut varier en raison du manque de normes et de définitions qualitatives, qui affectent le prix final pour les éleveurs, mais aussi les performances des animaux.

Tableau 25 : Prix des fourrages, juillet 2019

	Min		Max	
	FCFA/kg	€/kg	FCFA/kg	€/kg
Poulets chair « Starter »	290	0.44	304	0.46
Poulets chair « Grower »	260	0.40	288	0.44
Poulettes	236	0.36	260	0.40
Poules pondeuses	250	0.38	286	0.44

Source : Netherlands Enterprise Agency, 2019.

Les plus grands importateurs d'aliments pour les animaux sont : PROVETO, SIPRA, FOANI, ALCI, MAILVAGE, CALYS, REAL, FACI, SEETAB et SEIE.

Les meuneries travaillent principalement pour le secteur de la volaille. Les trois producteurs les plus importants sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 26: Liste des principaux producteurs d'aliments pour le secteur avicole

Société	Emplacement	Capacité
SIPRA	Yamoussoukro	120.000 tonnes/an
FACI	Abidjan-Yopougon, Zone Industrielle	Informations indisponibles
FOANI	AgnibilekrouZI BP 232 Agnibilekrou	Informations indisponibles

La plupart des éleveurs de porcs préfèrent produire eux-mêmes leurs aliments à la ferme, car les meuneries ne peuvent pas fournir la qualité nécessaire et n'effectuent pas de contrôle de qualité. Le coût des fourrages, sa qualité et la disponibilité des matières premières pour leurs propres recettes sont les principaux défis pour les éleveurs de porcs.

4.2 Génétique

Diverses approches sont actuellement mises en œuvre pour augmenter la production de lait génétiquement. Les races croisées entre races locales et races laitières introduites sont les plus prometteuses. Les races laitières du Sahel peuvent également jouer un rôle et ont été importées. En Côte d'Ivoire, il existe des techniciens en insémination à la fois employés et indépendants.

Les troupeaux de bovins se composent de quatre types génétiques, dans les proportions suivantes :

- N'dama 13,8% ;
- Baoulé 37,1% ;
- Zebus 30,7% ;
- Divers croisements 18,3% ; Les croisements locaux sont essentiellement des croisements Zebu X Baoulé dans nord-est et le centre, où l'on retrouve des bovins taurins et des zébus.
- Race Lagune 0,1%.

Croisements exotiques : différents croisements ont été testés :

- Jersey x N'Dama en CRZ à Bouaké
- N'Dama x Abondance et N'Dama x Fleckvieh à la ferme Noroningué.

Les éleveurs utilisent d'autres races telles que Holstein, Montbéliarde et leurs propres croisements avec des races locales ou Goudali et Azawak du Sahel.

Dans le cas des ruminants de petite taille, il est recommandé de croiser avec des races locales. Ils ont déjà un haut niveau de fertilité (environ 2 agneaux par mère / an). Les améliorations se concentrent sur l'alimentation et la médecine vétérinaire.

Les races modernes sont utilisées dans l'élevage de porcs. Cependant, les verrats de haute qualité sont difficiles à trouver. Les élevages de porcs modernes se reproduisent avec diverses races exotiques, d'abord avec des animaux de la race dite « Korhogo », apparue depuis 1934 par croisement et par absorption avec la race Large White. Ces animaux ont constitué la base du programme d'amélioration génétique de la SIVAC (Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie) pour des croisements d'absorption ultérieurs avec Large White. En plus de cette race stabilisée, il y a des animaux hybrides dans de nombreuses fermes, qui proviennent du croisement de race Korhogo avec des animaux exotiques importés.

La génétique internationale est utilisée chez les poulets. En 2016, les élevages de poulets comptaient plus de 700 000 animaux. La même année, 45,3 millions de poussins d'un jour ont été incubés, dont 38,5 millions de poulets de chair et 6,8 millions de poules pondeuses. Ce chiffre comprend la production des petits incubateurs privés enregistrés. Les incubateurs ont une capacité de production annuelle d'environ 70 millions de poussins d'un jour.

4.3 Médicaments d'usage vétérinaire

Les médicaments vétérinaires ne sont pas produits en Côte d'Ivoire. Tous les produits proviennent de l'importation. En 2011, la distribution des principales classes de médicaments vétérinaires était :

- Vaccins pour oiseaux, chiens et chats, porcs, ruminants (28%).
- Antibiotiques (25%)
- Vermifuges (31%), y compris les agents contre les parasites dans le sang (Trypanocide : isométiadim, diminazène, imidocarbe, homidium représentent 12%)
- Vitamines minérales et autres produits (16%).

Les principaux fournisseurs sont les sociétés pharmaceutiques européennes (86%). Les importations en provenance des pays africains (Afrique du Sud, Maroc, Cameroun) représentent 3%. Les médicaments sont exonérés de droits de douane et de TVA à l'importation.

En 2011, l'importation annuelle de médicaments vétérinaires, y compris les vaccins pour les sept grossistes importateurs officiels (ALLVET, CPV-SA, CODIVET, PHARMAVET, PROVETO, SN PROVECI, Grande Pharmacie du Commerce) est estimée à 2,88 milliards FCFA.

Les éleveurs peuvent se procurer des médicaments vétérinaires dans les endroits suivants :

- Pharmacies dans les villes et auprès des importateurs de médicaments vétérinaires ;
- Bureaux vétérinaires dans les zones rurales et du secteur informel.

La prophylaxie devrait être améliorée dans de nombreuses exploitations. La prophylaxie hygiénique dans la plupart des élevages porcins modernes se limite au vermifuge des animaux (92%) et à la désinfection des étables (79%). Les visites chez le vétérinaire sont très rares (dans le cas de 89% des exploitations). Ces points faibles et le manque de lave-pieds à l'entrée des fermes sont la cause d'une fréquence très élevée de maladies (Source : Tra Bi Tra). La biosécurité doit être améliorée, y compris dans les élevages avicoles modernes.

Dans ce contexte, le GDS (groupements de défense sanitaire), constitué de 13 groupes d'éleveurs de porcs et de 10 exploitations avicoles, joue un rôle très important. De plus, il y a 30 vétérinaires privés répartis dans tout le pays, qui ont le droit à la libre pratique sanitaire et vétérinaire (mandat sanitaire de l'État) pour travailler dans les programmes d'épidémiologie et de vaccination. (FAO, 2020).

4.4 Equipement technique

L'équipement pour les étables de volaille est en partie fabriqué sur place ou importé. Cependant, la technologie est importée. Les importateurs sont ALL VET, KOUDIJS, KENZ, MAILVAGE, MARIDAV, NUTRIKA, SIFAAP Sarl. En plus des volailles, la technologie des vaches laitières, des porcs et des lapins est importée par KOUDIJS et MAILVAGE. Une technologie de haute qualité est achetée dans de grandes exploitations (plus de 20 000 poules pondeuses). Les vendeurs locaux sont SOPRODA, MAILVAGE, MASSON et FILS, MARIDAV. La technologie est fabriquée, entre autres, par BIG DUTCHMAN et PLASSON. Dans le cadre de l'utilisation de la technologie, il est nécessaire de clarifier la fiabilité de l'alimentation électrique.

5. Qualité et sécurité des produits d'origine animale

5.1 Qualité de la viande et de la carcasse

Il n'existe actuellement aucune réglementation sur la classification des carcasses et des œufs. Aucun autre programme ou procédure n'est utilisé pour établir périodiquement la qualité de la viande et des œufs ou les classer selon une norme (sauf pour la sécurité sanitaire de produits d'origine animale).

5.2 Qualité du lait cru et des produits laitiers

Le lait cru est vendu exclusivement dans le secteur informel. L'existence de contrôle n'est pas connue. Les laiteries sont soumises à des mesures de contrôle de la sécurité sanitaire de produits d'origine animale.

5.3 Santé des animaux et sécurité alimentaire

La direction vétérinaire est chargée de la certification et de l'inspection des animaux et des produits d'origine animale. Elle est soutenue par divers laboratoires, à savoir :

- Départements spécialisés du LANADA (Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole)
- D'autres laboratoires tels que ceux appartenant au ministère de la Santé (voir ci-dessous).

Les laboratoires impliqués dans le contrôle et la certification de la qualité des produits en Côte d'Ivoire sont LANADA, LANEMA, CODINORM, LINHP et LNSP. Leurs principales tâches peuvent être résumées comme suit :

- LANADA est le laboratoire officiel du Ministère (MIRAH). Il est chargé d'effectuer des analyses organoleptiques, physico-chimiques et bactériologiques et de déterminer les résidus de pesticides.
- Le LINHP et le LNSP sont responsables de la délivrance des certificats sanitaires aux services du ministère de la Santé.
- CODINORM est une institution subordonnée au Ministère de l'industrie et de la promotion du secteur privé. Il est responsable de la normalisation, de la mise en œuvre et de la formation aux processus de qualité et de la délivrance des certificats de qualité. Les objectifs sont de promouvoir la qualité, de certifier les produits conformément aux normes nationales, de délivrer des certificats de conformité, de nouer des partenariats avec des entreprises. Il s'agit aussi de dispenser des formations dans le domaine de la qualité et de la normalisation.
- LANEMA (Laboratoire national d'Essais, de Qualité, de Métrologie et d'Analyse) appartient au Ministère de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé.

Les contrôles du respect des règles d'hygiène par les services vétérinaires sont régis par les lois et règlements, notamment en ce qui concerne :

- le contrôle des produits d'origine animale, tels que la viande, le lait ou les produits fabriqués à base de viande.
- la lutte contre la fraude dans la production et la commercialisation de produits animaux et laitiers.
- les normes pour les produits animaux et laitiers, etc.

Les contrôles d'hygiène effectués par les services vétérinaires ne peuvent pas couvrir tous les abattages commerciaux d'animaux dans les abattoirs en raison du manque de budget et de transport.

En Côte d'Ivoire, la base juridique pour garantir le contrôle de la qualité est la loi 96-563 du 25 juillet 1996 relative au contrôle de la qualité des produits et marchandises d'origine animale. Des vérifications *ante mortem* et *post mortem* sont effectuées. Celles-ci concernent les symptômes visibles de la maladie et le contrôle de la carcasse (loi 96-563 du 25 juillet 1996 relative à l'inspection sanitaire qualitative des produits d'origine animale). Le Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA) est chargé de la réalisation des analyses.

Les enjeux, qui concernent la qualité et la sécurité sanitaire des exploitations de transformation de viande, sont liés aux contrôles de qualité de la matière première (contamination microbiologique, chimique) et au problème de la traçabilité. Ceci est fait conformément au décret no. 2016-1152 du 28 décembre 2016, qui établit l'obligation de certaines normes d'application. Le contrôle alimentaire en Côte d'Ivoire est obligatoire. Les transformateurs de lait ont l'obligation de mettre en œuvre des programmes internes d'hygiène et de contrôle de la qualité. La structure ivoirienne chargée du respect des normes (CODINORM) délivre des certificats généraux et des certificats de conformité pour la certification des produits. CODINORM publie la liste des entreprises certifiées sur son site Internet. D'autres références à la législation pertinente figurent dans l'annexe.

Certaines des préoccupations des agriculteurs sont la disponibilité, la qualité et le coût des fourrages pour animaux. La qualité des fourrages a un impact direct sur la productivité, le rendement et les bénéfices. La nourriture pour volailles présente des différences considérables. Dans certains cas, elle peut contenir des impuretés. Afin d'améliorer la qualité des fourrages pour les animaux, le laboratoire d'État devrait effectuer des tests à cet égard.

Le marché doit développer une norme commune, en particulier pour les fourrages complets. Cela créerait de la transparence, en particulier pour les petits et moyens agriculteurs. Les unités commerciales engagent souvent un vétérinaire interne, qui élabore le régime alimentaire et optimise les rations pour le développement des volailles. Ces vétérinaires préparent souvent leurs propres prescriptions afin que la qualité soit maintenue et vérifiée à tout moment. Ce n'est pas le cas pour les petits et moyens agriculteurs.

En ce qui concerne les fourrages pour animaux, diverses règles anti-fraude sur la vente et la contrefaçon des denrées alimentaires et agricoles, en particulier des aliments pour animaux, sont applicables. De plus, ces fermes nécessitent une autorisation. Le laboratoire chargé d'effectuer les contrôles est LANADA.

6. Disponibilité et utilisation des ressources naturelles

La Côte d'Ivoire est située en Afrique de l'Ouest, dans la zone tropicale humide. Ayant une superficie de 322 460 km², la Côte d'Ivoire est bordée au sud par une côte de 550 km sur le golfe de Guinée, à l'ouest par la Guinée et le Libéria, au nord par le Burkina Faso et le Mali, et à l'est par le Ghana. Le profil d'altitude est peu prononcé et essentiellement constitué de plaines (100 m à 400 m d'altitude). Les précipitations moyennes à l'échelle nationale sont de 1 350 mm / an. Les températures varient de 24 ° C à 32 ° C, mais avec des températures plus basses dans les régions montagneuses de l'ouest.

Le pays peut être divisé en trois grandes zones agroécologiques :

- La zone guinéenne au sud (50% du territoire national) est la plus pluvieuse et couvre pratiquement toute la région forestière. Elle se caractérise par un climat subéquatorial avec quatre saisons : une longue saison sèche (décembre-mars), une longue saison pluvieuse (mars-juin), une courte saison sèche (juillet-août) et, enfin, une courte saison pluvieuse (septembre-novembre). Les précipitations annuelles dépassent 1 500 mm et les sols sont d'une assez bonne qualité. Le café et le cacao dominent l'économie de la région (deux tiers de la superficie cultivée), mais l'huile de palme et de coco sont également disponibles. Avec une croissance démographique rapide, les méthodes de culture ont conduit à une déforestation extensive.
- La zone de transition (19% du territoire national) entre la région forestière et le nord est également caractérisée par quatre saisons : une longue saison sèche (novembre-février), une longue saison pluvieuse (mars-juin), une courte saison sèche (juillet -août) et une courte saison pluvieuse (septembre à octobre). Les précipitations varient entre 1 200 mm et 1 500 mm, mais sont plus irrégulières. La zone est la plus difficile à gérer en raison de la sécheresse et des inondations.
- La zone soudanaise (31% du territoire national) est située plus au nord. C'est une région de savane avec une seule saison pluvieuse. Avec des précipitations comprises entre 900 mm et 1 200 mm, la culture du maïs, du riz et des arachides, ainsi que le pâturage, prédominent. Les noix de cajou et le coton sont cultivés comme cultures de rente.

Dans le système traditionnel, l'alimentation des ruminants est basée exclusivement sur l'utilisation de pâturages naturels dans la savane, les zones abandonnées et les restes dans les champs récoltés. Dans la zone du nord, il y a le système de transhumance des bergers peuhls. Le foin est obtenu exclusivement dans le but de vendre sur des marchés d'élevage et d'être utilisé dans les unités d'élevage des zones urbaines. En raison de l'expansion de la production agricole, les surfaces de pâturage sont en déclin. Des conflits peuvent survenir entre les éleveurs peuhls et les agriculteurs.

En raison du niveau élevé de précipitations, il n'y a aucune restriction sur l'utilisation de l'eau pour abreuver les animaux. Pendant la saison sèche dans le nord, les troupeaux migrent vers les lacs d'accumulation. Au milieu des années 70, l'État ivoirien a construit de petits barrages dans la zone nord pour abreuver le bétail et réduire les conflits résultant des longues distances pour boire pendant la saison sèche. Plus de 300 petits barrages ont été construits. Aujourd'hui, de petits lacs d'accumulation sont progressivement utilisés par les maraîchers, qui forment des communautés autour des lacs. Cela conduit à des conflits, si l'accès aux sources d'eau potable est limité ou inexistant. En général, une meilleure intégration de l'élevage et de la production végétale est nécessaire.

Au cours des 50 dernières années, la superficie forestière de la Côte d'Ivoire a été considérablement réduite. Sur les 16 millions d'hectares de forêt qui existaient dans les années 1960, il en reste moins de 2,5 millions d'hectares aujourd'hui. La population n'était que d'environ 4 millions d'habitants en 1960 (aujourd'hui 27 millions, soit presque sept fois plus). La forêt a été remplacée par des plantations de cacao, entre autres, mais surtout par d'autres cultures. Outre la croissance démographique, l'exploitation forestière illégale a joué un rôle. Compte tenu de la réduction alarmante de la superficie forestière, l'agroforesterie est introduite dans une proportion croissante. L'objectif est de créer une filière de production durable de fèves de cacao et d'augmenter la superficie forestière ivoirienne d'environ 20% de la superficie d'ici 2030 (64 000 km²).

7. Opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur de la viande et du lait

Dans les chaînes de valeur de la viande et du lait en Côte d'Ivoire, il existe différents points d'entrée pour des investissements, qui peuvent contribuer à la modernisation, à la rationalisation, à l'augmentation de l'efficacité et à création de valeur ajoutée, ainsi qu'à la réduction des risques climatiques et écologiques. Les investissements peuvent porter sur différentes parties d'une chaîne de valeur (par exemple les fermes laitières et les petites laiteries) ou juste un maillon de la chaîne (par exemple les abattoirs, qui respectent les normes d'hygiène). Outre la production primaire, les investissements peuvent inclure les secteurs en amont, comme l'alimentation animale, la génétique, la médecine vétérinaire ou les secteurs en aval, comme les abattoirs, les chaînes de réfrigération, les structures qui respectent les normes d'hygiène (boucheries, d'ibiteries).

Priorités techniques

De très bonnes opportunités se présentent dans le secteur laitier, car une cinquantaine de fermes laitières modernes travaillent déjà en étroite collaboration avec des vétérinaires. En conséquence, les animaux croisés, plus sensibles aux maladies tropicales, sont mieux protégés. En ce qui concerne l'alimentation, les ressources fourragères naturelles comme pâturage sont utilisées et complétées par des aliments achetés. Le lait cru produit localement est en concurrence avec le lait en poudre importé. De fait, le marché des produits laitiers est limité. Toutefois, les opportunités dans le secteur laitier sont nombreuses avec peu de fermes laitières modernes. La chaîne de valeur traditionnelle du lait dans le nord du pays peut également être améliorée par une collecte organisée du lait, et la mise en place d'une technologie simple de transformation du lait.

L'élevage des poulets chair est déjà bien développé du fait des droits de douanes conséquents. La production d'œufs dispose également d'un grand potentiel. Les principales unités agricoles comptent au moins 1 000 poules. Les œufs se vendent bien en raison du faible prix unitaire.

En raison de la baisse des droits de douanes à l'importation, la production locale de viande rouge se voit concurrencer par les importations bon marché, en particulier les sous-produits de viande comestibles. Cependant, il y a dans ce secteur également du potentiel.

Dans la production primaire, il y a des améliorations techniques dans les domaines de la génétique, de la nutrition, de la médecine vétérinaire, de l'hygiène et de la biosécurité. Dans le cas de la viande, il existe un grand potentiel dans l'élevage porcin et l'élevage des petits ruminants, en raison du niveau élevé de reproduction de ces espèces animales et l'augmentation des emblavures, ce qui restreint l'accès au pâturage des troupeaux de bovins transhumants. Les statistiques des petits ruminants indiquent des augmentations considérables. Leur productivité peut être fortement augmentée en améliorant la prophylaxie et la nutrition.

Dans l'élevage porcin, les meuneries locales, qu'elles soient autonomes au niveau village, ou intégrées dans les fermes, peuvent améliorer l'approvisionnement en aliments en mélangeant les ressources alimentaires locales (en particulier le maïs) avec celles achetées.

L'infrastructure de commercialisation et de transformation des animaux et des produits dérivés, qui a été conçue pour une certaine capacité d'abattage et de stockage, est obsolète et surexploitée. La construction et l'équipement de marchés de bétail et d'abattoirs intégrés amélioreraient considérablement la transformation et l'utilisation des animaux et des produits dérivés. Cela affecte la sécurité sanitaire de l'alimentation et la santé humaine, ainsi que les processus de travail et le bien-être des animaux. Les nouveaux bâtiments ou les

rénovations doivent être conformes aux normes internationales. En matière de santé et d'environnement, le traitement des déchets et des eaux usées doit être pris en compte. Par conséquent, les abattoirs, les chaînes de réfrigération et les points de vente nécessitent des investissements. La chaîne de valeur comprend le transport réfrigéré, et en bout de chaîne, il y a des bouchers, des stands de boucherie pour des restaurants améliorés, comme prévu dans le projet PAPAN.

Les installations de biogaz peuvent être utilisées pour les déchets d'abattoirs, ainsi que pour le fumier animal des étables (bovins laitiers, porcins). Le concept a été introduit par la GTZ en Côte d'Ivoire dans les années 1980 et peut encore être étendu.

Le porc est commercialisé par des groupements ou des coopératives de femmes. On estime que 500 femmes participent à cette activité. Seulement 18% de la viande de porc consommée est produite en Côte d'Ivoire. Les importations, en particulier, de sous-produits comestibles d'abattage prédominent. Les coopératives de femmes consomment 30% de viande produite localement et renforcent ainsi la production locale. Elles achètent soit directement aux éleveurs de porcs et organisent le transport et l'abattage, soit elles achètent auprès des importateurs. Les femmes vendent de la viande en gros aux détaillants. Elles agissent également en tant que détaillants et préparent la viande, sur demande. En conséquence, les femmes travaillent à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur. Un investissement dans une coopérative de femmes aurait un impact sur l'hygiène et créerait des emplois supplémentaires. Les groupes de femmes travaillent ensemble depuis longtemps et sont économiquement stables.

Une éventuelle extension de la chaîne d'abattage des porcs devrait aller de pair avec une meilleure culture du maïs et du soja. Les rendements ivoiriens ne représentent qu'environ la moitié des rendements d'autres pays ayant des caractéristiques climatiques similaires comme le Brésil. L'agriculture contractuelle peut conduire à des rendements plus élevés si les ressources de commercialisation progressent.

Une telle démarche s'inscrit dans le programme actuel du ministère, « Plan stratégique de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture en Côte d'Ivoire » (PSDEPA 2014-2020), avec des objectifs de développement visant à améliorer la productivité et la compétitivité dans les chaînes de valeur animales.

Opportunités d'investissement

Le tableau suivant présente un aperçu des potentielles opportunités d'investissement dans les chaînes de valeur du lait et de la viande en Côte d'Ivoire, du point de vue d'un investisseur privé. Les conditions nécessaires et les programmes publics complémentaires sont également énumérés. Le classement a été fait en fonction de l'intérêt de l'investissement du point de vue d'un investisseur privé. Cela signifie que les opportunités d'investissement présentées en premier dans le tableau ont un niveau de rentabilité élevé et que la mise en œuvre dépend, dans une large mesure, des investisseurs et non d'autres conditions ou contributions.

Une section distincte du tableau énumère les investissements publics, qui ont une pertinence systémique pour le développement économique, la création de valeur dans le secteur laitier et de la viande, et dont la mise en œuvre réussie est une condition préalable pour que les opérateurs privés développent une volonté d'investir. Les exemples incluent le contrôle des maladies animales, la traçabilité et les programmes de salubrité des aliments. Cela peut à la fois améliorer la confiance des consommateurs dans la production locale et donner accès aux marchés étrangers. En outre, la mise en place d'une infrastructure publique fonctionnelle (réseau routier, énergie, eau, canalisation, communications etc.) constituerait une contribution importante pour encourager les opérateurs privés à investir.

Les paramètres suivants sont utilisés pour caractériser les opportunités d'investissement :

Objet de l'investissement : nom abrégé et classification de l'objet de l'investissement dans la chaîne de valeur pertinente du lait et de la viande

Coûts d'investissement : informations sur les coûts d'investissement en euros d'un investisseur.

Investisseur (nombre) : Les investisseurs potentiels sont les opérateurs, les fournisseurs d'équipements de production, les prestataires de services dans la chaîne de valeur des produits laitiers et de la viande. Par

conséquent, les acteurs potentiels sont également les propriétaires d'animaux en Côte d'Ivoire, qui souhaitent moderniser ou étendre leurs systèmes de production. Même si la plupart des investisseurs sont ivoiriens, les investisseurs étrangers peuvent également devenir actifs en Côte d'Ivoire, notamment en raison du climat des affaires favorables aux investissements. La création d'une usine d'aliments pour animaux en est un exemple. Le nombre potentiel d'investissements du même type est également précisé.

Conditions supplémentaires/Contribution des tiers : Telles sont les exigences et les conditions préalables nécessaires à la réalisation réussie de l'investissement. Il peut s'agir d'exigences professionnelles / techniques (comme un partenariat d'un couvoir avec un partenaire étranger), d'exigences liées au marché (comme la réglementation de l'accès au marché pour les produits importés), ainsi que de contributions financières sous forme de financement ou de subventions pour le projet d'investissement. Certains projets d'investissement ne peuvent pas être réalisés dans des conditions normales d'accès au crédit (taux d'intérêt, garanties). À cet égard, des financements supplémentaires ou même des programmes de subventions sont nécessaires pour que l'investissement puisse être réalisé.

Avantages : Les principaux effets économiques de l'investissement sont énumérés dans cette colonne du tableau. Les effets socio-économiques d'un investissement dans la chaîne de valeur des produits laitiers et de la viande sont diversifiés. Ceux-ci peuvent générer des revenus, des emplois supplémentaires et contribuer à améliorer la structure industrielle, par exemple en termes de gamme de produits et de compétitivité de la transformation locale du lait.

Rendement : Le rendement ou la rentabilité du projet d'investissement est estimé sur la base du rendement attendu du capital investi à long terme pour l'investisseur privé. Une classification à cinq niveaux est faite selon les valeurs empiriques de projets d'investissement comparables.

Risque : L'évaluation des risques fait référence aux fluctuations possibles du coût et du prix du produit, ainsi qu'à la vulnérabilité du projet d'investissement aux épidémies de maladies animales ou aux problèmes de sécurité et de qualité des produits.

En outre, pour chaque investissement, il est nécessaire de calculer dans quelle mesure cet investissement entraîne une charge supplémentaire et une surexploitation des ressources naturelles. La charge concrète doit être examinée au cas par cas pour chaque zone géographique ou chaque projet d'investissement.

De plus, un alignement écologique et climatique des systèmes d'élevage doit être un élément essentiel d'une stratégie de développement durable du secteur du lait et de la viande en Côte d'Ivoire. L'objectif est de réduire les pertes et la production de déchets ou de les recycler en améliorant l'efficacité des ressources à toutes les étapes de la chaîne de valeur. En termes de compatibilité climatique, les investissements devraient contribuer à la fois à réduire les émissions de gaz à effet de serre par kg de lait et de viande et à ne pas augmenter davantage le niveau des émissions nuisibles au climat dans la région/le pays concerné.

Tableau 27 : Potentielles opportunités d'investissement

A. Investissements privés					
Objet de l'investissement	Coûts d'investissement Investisseur (Nombre)	Conditions supplémentaires Contributions des tiers	Bénéfices	Rendement	Risque
				1 très bas - 5 très élevé	
Chaîne de valeur de la viande rouge - Soutenir les coopératives de femmes dans la commercialisation du porc grâce à des technologies modernes et de réfrigération	40 000 EUR Coopératives de femmes (5)	Financement	Hygiène ; Qualité des produits et fiabilité de la production ; Emplois	5	2
Chaîne de valeur laitière - compléter la ferme laitière avec une technologie simple de pasteurisation et de conditionnement (capacité journalière <3 tonnes)	10 000 EUR – 30 000 EUR Éleveurs d'animaux pour la production laitière (10)	Cofinancement par des programmes de soutien Conseils et formation	Hygiène ; Plus-value	4	2
Chaîne de valeur laitière - compléter la collecte traditionnelle du lait du Nord avec une technologie simple de pasteurisation, de réfrigération et de transport (capacité journalière <1,5 tonne)	1 000 EUR -10 000 EUR Points de collecte de lait et coopératives laitières (10)	Cofinancement par des programmes de soutien ; Conseils et formation	Hygiène ; Combattre zoonoses	4	2
Chaîne de valeur laitière - modernisation/expansion des fermes laitières modernes avec technologie fourragère, traite, réfrigération du lait et d'élevage	1 000 EUR – 80 000 EUR Éleveurs d'animaux pour la production laitière (50)	Cofinancement par des programmes de soutien ; Conseils et formation	Productivité ; Bien-être animal ; Hygiène	4	3
La chaîne de valeur de la viande rouge - modernisation de la découpe et du stockage de la viande	2 000 EUR – 7 000 EUR Boucheries (200)	Financement ; Programmes de soutien ; Conseils et formation	Améliorer l'hygiène et la qualité de la viande	3	1
Équipement amélioré pour la préparation de la viande afin d'optimiser la consommation d'énergie (restaurant)	500 EUR Boucheries, Restaurants (100)	Financement	La qualité des produits ; Environnement ; Climat	3	1

A. Investissements privés					
Objet de l'investissement	Coûts d'investissement Investisseur (Nombre)	Conditions supplémentaires Contributions des tiers	Bénéfices	Rendement	Risque
				1 très bas - 5 très élevé	
Chaîne de valeur de la viande + Chaîne de valeur laitière - Amélioration des équipements pour les cabinets vétérinaires privés	10 000 EUR Pratique vétérinaire (8)	Les vétérinaires surveillent la santé publique des animaux ; Vétérinaire avec le droit de pratique sanitaire-vétérinaire accordé par l'État	Réduction des pertes d'animaux ; Améliorer la santé animale ; Combattre les zoonoses	3	2
Chaîne de valeur du porc et de la volaille - technologie agricole moderne pour la culture du maïs et du soja sur de plus grandes superficies sous forme d'agriculture contractuelle	100 000 EUR Eleveurs, agriculteurs	Financement	Emplois ; Valeur ajoutée ; Moins d'importations	3	3
La chaîne de valeur du porc et de la volaille - Usine de transformation de soja	200 000 EUR Sociétés de fourrages (1)	Financement	Emplois ; Valeur ajoutée ; Moins d'importations	3	4
Chaîne de valeur laitière - Investissements dans la collecte et la transformation du lait pour élargir le portefeuille de produits	100 000 € Laiteries (3)	Financement	Emplois ; Valeur ajoutée ; Moins d'importations	2	2
Chaîne de valeur du porc - meunerie au niveau du village ou de l'unité pour une meilleure transformation des aliments	1 000 EUR – 5 000 EUR Commerçants ou fermes (100)	Cofinancement par des programmes de soutien ; Conseils et formation	Améliorer la productivité	2	2
Elevage de poules pondeuses (1000 poules)	20 000 EUR Agriculteurs (50)	Cofinancement par des programmes de soutien ; Conseils et formation	Emplois ; Valeur ajoutée ;	2	3

A. Investissements privés					
Objet de l'investissement	Coûts d'investissement Investisseur (Nombre)	Conditions supplémentaires Contributions des tiers	Bénéfices	Rendement	Risque
				1 très bas - 5 très élevé	
Chaîne de valeur de la viande rouge - Nouvelle construction ou modernisation d'abattoirs régionaux (technologie d'abattage et équipement de réfrigération)	3.000.000 EUR Exploitants d'abattoirs privés (5)	Mise en œuvre de l'étude sur les abattoirs ; Reconstruction ou arrêt d'anciens systèmes non conformes aux normes d'hygiène ; Privatisation	Améliorer le bien-être des animaux lors de l'abattage ; Amélioration des normes d'hygiène et de qualité de la viande ; Environnement ; Sécurité au travail	2	3

B. Investissements publics					
Objet de l'investissement	Coûts d'investissement Investisseur (Nombre)	Conditions supplémentaires Contributions des tiers	Bénéfices	Rendement	Risque
La chaîne de valeur de la viande rouge - améliorer la santé animale	> 1.000.000 Ministère de l'Agriculture, Tous les éleveurs de bovins	Programmes gouvernementaux et financement ; Propres dispositions des entreprises (biosécurité)	Réduction des pertes d'animaux ; Augmenter la productivité globale du bétail	1	1
Chaîne de valeur de la viande rouge - Plan d'action pour la gestion des stocks d'animaux (enregistrement des propriétaires d'animaux, enregistrement des troupeaux d'animaux, gestion des densités, charges et des mouvements d'animaux)	> 500.000 Ministère de l'Agriculture, Tous les éleveurs de caprins	Disponibilité des éleveurs d'animaux à participer	Réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs	1	1
Chaîne de valeur de la viande rouge et de la viande de volaille - Utilisation et contrôle mieux ciblés des médicaments vétérinaires + antibiotiques	Ministère de l'Agriculture,	Coopération avec le fabricant de médicaments vétérinaires Consultation Éleveurs d'animaux	Réduction des résidus d'antibiotiques dans la viande Réduction de risque de la résistance aux antimicrobiens	1	1

Chaîne de valeur de la viande de volailles + Chaîne de valeur laitière - Nouvelle construction / extension de laboratoires et fourniture de kits de test pour surveiller la qualité des aliments	100.000 – 250.000 Etablissements privés ou municipaux	Financement ; Mise en œuvre des contrôles légaux	Améliorer la qualité/l'hygiène des aliments ; Expansion des emplois qualifiés	1	1
--	--	---	--	---	---

Approches innovatrices

Les opportunités d'investissement et les domaines mentionnés ci-dessus peuvent également être optimisés grâce à l'utilisation de technologies et de procédures innovantes. Cela augmenterait non seulement l'efficacité des ressources et de la production, mais permettrait également d'atteindre d'autres objectifs, tels que l'amélioration de la qualité et de la sécurité des produits, la compatibilité climatique, l'environnement et le bien-être animal. Des innovations appropriées peuvent être mises en œuvre à l'initiative de l'investisseur privé ou peuvent être demandées sur la base de critères spécifiés pour l'autorisation ou l'octroi de financements et de subventions.

Les approches innovantes suivantes pourraient être mises en œuvre en Côte d'Ivoire :

- Production de boissons lactées aux fruits et/ou aux fruits ajoutés
- Méthodes innovantes de stockage de fourrages (ensilage en tas ou sacs d'ensilage)
- Utilisation de sous-produits agro-industriels dans les rations fourragères
- Utilisation de petites usines de biogaz dans les fermes laitières pour l'approvisionnement local en énergie
- Compostage des résidus d'élevage et leur utilisation sélective en agriculture
- Utilisation de l'énergie photovoltaïque pour l'exploitation des points de collecte du lait et de réfrigération
- Utilisation de plateformes de marché numérique (B2B) pour les équipements et composants technologiques
- Utilisation d'applications numériques et mobiles pour la gestion du bétail et des stocks
- Utilisation d'applications numériques pour enregistrer la quantité et la qualité du lait livré
- Création de plateformes numériques pour la vente d'animaux
- Formation de circuits pour équipements et conseils
- Utilisation de l'énergie photovoltaïque dans les fermes laitières pour le pompage de l'eau, l'alimentation des trayeuses et la réfrigération locale du lait
- Introduction de systèmes d'information numériques pour la traçabilité, le contrôle des maladies animales et la sécurité alimentaire

Utilisation d'installations de biogaz pour le compostage des déchets des abattoirs (catégorie 2)

Annexe 1 – Informations supplémentaires pour les investisseurs

GTAI – Germany Trade & Invest : Portail d'information sur les conditions du développement économique et de l'investissement dans un grand nombre de pays du monde (www.gtai.de)

PSI – Political Stability Index : Portail d'information de la Banque mondiale avec des données économiques de plus de 200 pays (https://www.theglobaleconomy.com/rankings/wb_political_stability/)

IPRI – International Property Right Index : Portail d'informations Property Right Alliance (<https://www.internationalpropertyrightsindex.org/>)

EDBI – Ease of Doing Business Index : Portail d'information pour faciliter les pratiques commerciales et les investissements (<https://www.doingbusiness.org/en/rankings>)

FAO – Portail d'information sur la disponibilité et l'utilisation de l'eau : <http://www.fao.org/aquastat>

Banque Mondiale : portail d'information sur le changement climatique et ses effets : <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/>

Institut de crédit pour la reconstruction – KfW : <https://www.kfw-entwicklungsbank.de/Internationale-Finanzierung/KfW-Entwicklungsbank/Weltweite-Pr%C3%A4senz/Subsahara-Afrika/C%C3%B4te-d%C2%B4Ivoire/>

GIZ, 2018. Etude de marché Côte d'Ivoire. Projet Promotion des activités d'exportation créatrices d'emplois vers de nouveaux marchés africains (Tunisie).

MIRAH, 2014. PSDEPA) das operative Instrument für die PNIA-Komponente Tier- und Fischereiressourcen. In seiner SDE-Komponente (Stratégie de Développement de l'Élevage (PSDEPA) 2014 – 2020, 101p. (« Plan Stratégique de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire »)

Présidence de la République, 2017. COMITE NATIONAL DE PILOTAGE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE. CNP-PPP. Rapport Annuel.

Annexe 2 – Bibliographie

- Alary, V., Gautier, D. & Duteurtre, G. 2012. Producteur laitier en Afrique de l'Ouest : une modernité rêvée par les techniciens à l'épreuve du terrain. *Autre part*, 62, (3), 17-36. doi :10.3917/autr.062.0017.
- Broutin, C., Levard, L., et Benkahla, A. 2015. Note d'analyse de l'impact des politiques commerciales régionales sur la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest. Juillet 2015. GRET.
- Broutin, C., Levard, L., Goudiaby, M-C. 2018. Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local », Paris, GRET, 100 pages.
- CNP-PPP, 2017. Fiches de projets PPP en phase de préparation. Présidence de la République. Côte d'Ivoire
- Corniaux, C. 2015. L'industrie laitière en Afrique de l'Ouest : histoire, stratégies et perspectives. Projet „Milky Way“/CIRAD. Page 21.
- Corniaux C. (ed.), Duteurtre G. (ed.), Broutin C. (ed.). 2014. Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest. L'essor des mini-laiteries. Paris : Karthala, VI-242p. (Hommes et sociétés). Corniaux, C., Dr. E. Christian DOVONOU. 2018. Etat des filières laitières dans les 15 pays de la ECOWAS, de la Mauritanie et du Tchad. Annexe 4 : Fiche Côte d'Ivoire. CIRAD.
- FAO. 2020. Programme National de Lutte Intégrée contre la Rage en Côte d'Ivoire [2018-2030].
- FAO, 2017. Review of the Livestock/Meat and Milk Value Chains and Policy Influencing Them in West Africa.
- FAO. 2008. Revue du Secteur Avicole.
- FIRCA, 2017. Le FIRCA, et les Ressources Animales et Halieutiques.
- Gnandji Adjo, D.-P. 2017. Établissement de situations de référence pour le programme d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire. Rapport non-publié commissionné par la Confédération suisse, Direction du développement et de la coopération, exécuté par Zoofor Consult, GEDES et Urbaplan.
- Golly, Anne-Rose N'dry. 2017. Métropolisation et Territorialisation de l'élevage à Abidjan. 2017. Thèse de doctorat en géographie. Université Alassane Ouattara de Bouaké.
- Mirah, 2018. Statistiques sur les ressources animales et halieutiques.
- Netherlands Enterprise Agency. 2019. Poultry Sector Study Côte d'Ivoire.
- OIE, March 2012. PVS Gap Analysis Mission. (Performance of veterinary services (Performance des services vétérinaires))
- PEDRO. 2019. Dynamiques régionales des filières d'élevage en Afrique de l'Ouest. Étude de cas centrée sur la Côte d'Ivoire. Political Economy Dynamics of Regional Organisations in Africa.
- PEDRO Document de réflexion No.241 www.ecdpm.org/dp241fr.
- Netherlands Enterprise Agency, 2019. Poultry Sector Study Côte d'Ivoire.
- Teye et al. 2009. Carcass characteristics of the Ashanti Black Pig. *Ghanaian Journal of Animal Science*, Vol. 4 No. 1, 2009.
- Tra Bi Tra Constant, 2007. Filière porcine en Côte d'Ivoire. Production, Propositions d'amélioration et perspectives de développement. Thèse de doctorat vétérinaire, Dakar.